

Rapport financier



Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Le rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités d'Interbrew.

PRINCIPALES TRANSACTIONS EN 2003 ET 2002 AVEC EFFET SUR LE PÉRIMÈTRE DU GROUPE

Plusieurs acquisitions, cessions et nouvelles joint-ventures ont influencé notre bénéfice d'exploitation et notre situation financière durant ces deux dernières années.

TRANSACTIONS EN 2002

RESTRUCTURATION DE NOTRE PARTICIPATION DANS LA BRASSERIE DE LUXEMBOURG

En mai 2002, suite à un accord conclu avec son partenaire luxembourgeois, Interbrew a augmenté sa participation dans la branche bière et a vendu l'activité relative au parc immobilier. Fin 2002, Interbrew détenait 92,88 % de l'activité bière. La perte du résultat d'exploitation de la branche immobilière n'a pas eu d'impact significatif sur le bénéfice net de la société.

ACQUISITION DES DROITS D'IMPORTATION ET DE DISTRIBUTION DE BASS ALE AUX ETATS-UNIS

En septembre 2002, Interbrew a signé un accord portant sur l'acquisition, dès le 30 juin 2003, de tous les droits d'importation et de distribution de Bass Ale aux Etats-unis.

ACQUISITION DE BRAUERGILDE HANNOVER EN ALLEMAGNE

Fin décembre 2002, Interbrew a finalisé l'acquisition de 99,43 % de Brauergilde Hannover AG qui détient 85,4 % de Gilde Brauerei AG (elle-même détenant 100 % de Hasseröder Brauerei GmbH et 83,28 % de Hofbrauhaus Wolters AG). Bien que consolidée dans les comptes de 2002, l'acquisition, ayant eu lieu fin décembre, n'a eu qu'un impact négligeable sur le compte de résultats de 2002. Les volumes et la rentabilité de Brauergilde Hannover AG en 2003 sont exclus du calcul de la croissance interne de 2003.

AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION DANS DIEBELS JUSQU'A 100 %

En décembre 2002, Interbrew a pris le contrôle total de la brasserie Diebels en Allemagne en achetant les 20 % restant aux actionnaires minoritaires.

VENTE DE L'ACTIVITÉ VERRERIE DE BECK SITUÉE À NIENBURG ET DE SA BRASSERIE SITUÉE À ROSTOCK

En octobre/novembre 2002, l'activité verrerie située à Nienburg et la brasserie située à Rostock, toutes deux achetées lors de l'acquisition de Beck, ont été vendues. Etant comptabilisées comme actifs destinés à la vente, leurs résultats opérationnels n'ont jamais été consolidés.

FIN DU CONTRAT HEINEKEN AU ROYAUME-UNI

Suite aux transactions d'Interbrew au Royaume-Uni, Heineken a annoncé en août 2002, la fin de nos droits de distribution au Royaume-Uni dès mars 2003. Les volumes et le bénéfice d'Heineken, réalisés depuis mars 2002, sont considérés comme une variation de périmètre des états financiers de 2003.

ACQUISITION DE PARTICIPATIONS MINORITAIRES

En 2002, Interbrew a acheté les participations minoritaires reprises ci-après. Ces participations n'ont pas influencé le résultat d'exploitation de la société puisqu'elles ont toutes été comptabilisées au prix d'acquisition.

Participation minoritaire	Date
Augmentation jusqu'à 41,2 % dans Pivovarna Union, en Slovénie	Plusieurs transactions jusqu'en juin 2002
12,6 % dans le Groupe Damm, en Espagne	Février 2002
9,3 % dans Apatin, en Serbie ⁽¹⁾	Mai 2002
24 % dans Zhujiang, en Chine	Décembre 2002

⁽¹⁾ En décembre 2003, la participation s'élève à 87,36 %

AUGMENTATION DE PARTICIPATIONS MAJORITAIRES

Interbrew a augmenté ses participations majoritaires dans plusieurs de ses filiales. Comme celles-ci étaient déjà complètement consolidées, ces transactions n'ont pas eu d'impact sur le bénéfice d'exploitation, mais ont réduit les intérêts minoritaires et ont donc influencé le bénéfice net de la société.

Participation majoritaire	31 décembre 2002	31 décembre 2001
CDN, en Roumanie ⁽¹⁾	96,15%	97,31%
Proberco, en Roumanie ⁽¹⁾	N/A	95,86%
Bianca Interbrew Bergenbier, en Roumanie ⁽¹⁾	N/A	70,71%
Kamenitza, en Bulgarie ⁽²⁾	84,78%	83,62%
Brasserie Plevensko, en Bulgarie ⁽²⁾	N/A	99,98%
SUN Interbrew Limited, en Russie	67,95%	66,24%

TRANSACTIONS EN 2003

ACQUISITION DES ACTIVITÉS BRASSICOLES DU GROUPE KK EN CHINE

En novembre 2002, Interbrew a acquis une participation de 70 % dans les opérations brassicoles du groupe chinois KK, situé dans le delta du Yang Tsé. La finalisation de l'acquisition a eu lieu en avril 2003. Le groupe KK génère annuellement un volume d'environ 2,3m d'hectolitres, principalement dans la région côtière du Sud-Est.

ACQUISITION DES DROITS DE LICENCE ET DE DISTRIBUTION DES MARQUES INTERBREW EN ITALIE

En janvier 2003, Interbrew a signé une convention mettant fin à l'accord de licence et de distribution de ses produits en Italie par une tierce partie. En conséquence, Interbrew a repris le contrôle de ses marques et propose, depuis le 1er mars 2003, un portefeuille complet sur le marché italien.

ACQUISITION D'UNE PARTICIPATION MAJORITAIRE DANS APATIN (EN SERBIE)

En septembre 2003, Interbrew a annoncé la conclusion d'un partenariat stratégique avec Apatinska Pivara Apatin, leader du marché serbe. Interbrew a acquis 50 % des actions. Depuis décembre 2003, Interbrew détient 87,36 % des actions. Apatin est le leader sur le marché serbe avec une part de marché de 39 %.

AUGMENTATION DE PARTICIPATIONS MAJORITAIRES

Interbrew a augmenté ses participations majoritaires dans plusieurs de ses filiales. Comme celles-ci étaient déjà complètement consolidées, ces transactions n'ont pas eu d'impact sur le bénéfice d'exploitation, mais ont réduit les intérêts minoritaires et ont donc influencé le bénéfice net de la société.

Participation majoritaire	31 décembre 2003	31 décembre 2002
Nanjing Interbrew Jinling Brewery, en Chine	80,00%	60,00%
Brauergilde Hannover, en Allemagne ⁽³⁾	100,00%	99,43%
SUN Interbrew Limited, en Russie	73,64%	67,95%
Brasserie du Luxembourg	93,67%	92,88%
Kamenitza, en Bulgarie	85,05%	84,78%

VENTE DE LA PARTICIPATION MINORITAIRE EN NAMIBIE

En avril 2003, Interbrew a conclu un accord portant sur la vente de sa participation minoritaire dans Namibian Breweries Limited. Interbrew a également prolongé, pour un nouveau terme de 10 ans, son contrat de licence avec Namibian Breweries Limited pour la production, la commercialisation et la distribution de la Beck's sur les marchés namibien et sud-africain.

⁽¹⁾ CDN a absorbé Proberco et Bianca Interbrew Bergenbier. Fin 2003, Interbrew détient 96,58 % des parts de la société fusionnée.

⁽²⁾ La brasserie Plevensko a fusionné avec Kamenitza. Fin 2003, Interbrew détient 85,05 % des parts de la société fusionnée.

⁽³⁾ A son tour, Brauergilde Hannover a augmenté ses participations majoritaires dans plusieurs sociétés du groupe, y compris Gilde Brauerei AG et Hasseröder Brauerei GmbH (augmentation jusqu'à 100 %) et Hofbrauhaus Wolters AG (augmentation jusqu'à 90,13 %).

ACQUISITION DE KOMBINAT NAPITKOV EN RUSSIE ET AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION DANS YANTAR (EN UKRAINE)

En août 2003, SUN Interbrew a acquis 100 % de la brasserie Kombinat Napitkov située en République Tchouvahe et a augmenté sa participation dans Yantar de 42,53 %.

PARTENARIAT AVEC LE GROUPE LION EN CHINE

En janvier 2004, Interbrew a finalisé la transaction initialement annoncée en septembre 2003 avec le Groupe malais Lion. Cet accord porte sur l'acquisition d'une participation majoritaire dans les activités brassicoles du Groupe Lion en Chine. Cet accord porte sur 11 nouvelles brasseries qui génèrent environ 10,6m d'hectolitres vendus. Cette transaction n'a pas été consolidée dans les états financiers de 2003.

ACQUISITION DE LA BRASSERIE SPATEN EN ALLEMAGNE

En septembre 2003, Interbrew a conclu un accord stratégique avec Gabriel Seldmayr-Franziskaner Bräu KGaA ("Spaten"), société publique cotée à la bourse de Munich, Stuttgart et de Francfort. Cette acquisition permettra à Interbrew de devenir le premier brasseur en Bavière et d'acquérir Dinkelacker-Schwaben-Bräu AG ("Dinkelacker") qui est implanté à Stuttgart et est l'un des principaux brasseurs de la région de Baden-Württemberg. L'impact annuel de cette acquisition sera d'environ 4,9m d'hectolitres vendus. En décembre 2003, la commission européenne a autorisé le partenariat d'Interbrew avec Spaten. La clôture de cette transaction reste tributaire de l'approbation des actionnaires qui devrait intervenir dans la seconde moitié de l'année 2004. Cette transaction n'a pas été consolidée dans les états financiers de 2003.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Se référer à l'annexe 30 des états financiers consolidés pour de plus amples informations.

IMPACT DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

L'évolution des taux de change des monnaies étrangères a eu un impact important sur nos états financiers. En 2003, 18,9 % de notre chiffre d'affaires était réalisé en livre sterling, 16,8 % en dollar canadien, 9,5 % en dollar américain, 6,4 % en won sud-coréen et 5,7 % en rouble russe. De plus, le bénéfice net, et plus spécifiquement la quote-part dans le résultat des entreprises associées, est influencée par le peso mexicain.

L'évolution des taux de change a influencé négativement le chiffre d'affaires net à concurrence de (548)m d'euros, le bénéfice d'exploitation avant amortissements et dépréciations (EBITDA) pour (117)m d'euros et le bénéfice d'exploitation (EBIT) pour (75)m d'euros.

Notre bénéfice net courant a été négativement influencé par l'évolution des taux de change à concurrence de (63)m d'euros et notre bénéfice net par action avant amortissement du goodwill de (69)m d'euros soit (0,16) euro par action.

L'évolution des taux de change a eu un impact de (83)m d'euros sur notre dette financière nette et de (342)m d'euros sur nos capitaux propres.

DONNÉES FINANCIÈRES CLÉS

Le tableau ci-dessous reprend les différents composants de notre bénéfice net courant ainsi que certaines autres données.

Millions d'euros	2003	%	2002	%
Chiffre d'affaires net⁽¹⁾	7.044	100,0	6.992	100,0
Coûts des ventes	(3.385)	48,1	(3.418)	48,9
Marge brute	3.659	51,9	3.574	51,1
Frais de distribution	(778)	11,0	(758)	10,8
Frais commerciaux et de marketing	(1.377)	19,5	(1.317)	18,8
Frais administratifs	(615)	8,7	(593)	8,5
Autres revenus / (frais) d'exploitation	(50)	0,7	(70)	1,0
Bénéfice d'exploitation, avant coûts de restructuration	839	11,9	836	12,0
Frais de restructuration	-	-	(92)	1,3
Dépréciation d'actifs suite aux restructurations	-	-	(16)	0,2
Bénéfice d'exploitation (EBIT)	839	11,9	728	10,4
Bénéfice net courant, avant coûts de restructuration	505	7,2	545	7,8
Bénéfice net courant	505	7,2	467	6,7
Amortissements et dépréciations sur les immobilisations² corporelles et incorporelles (autres que goodwill)	(539)	7,7	(544)	7,8
Amortissements et dépréciations du goodwill	(120)	1,7	(106)	1,5
EBITDA, avant coûts de restructuration	1.498	21,3	1.486	21,3
EBITDA	1.498	21,3	1.394	19,9
ROIC ⁽³⁾ , avant coûts de restructuration	10,6%		11,2%	
ROIC ⁽³⁾	10,6%		10,2%	

PERFORMANCE FINANCIÈRE

CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Notre chiffre d'affaires net a augmenté de 52m d'euros, soit 0,7 %, passant de 6.992m d'euros en 2002 à 7.044m d'euros en 2003. Cette augmentation est le résultat d'un effet net positif de 149m d'euros lié aux acquisitions et cessions d'activités (principalement l'acquisition de Gilde en Allemagne et la fin du contrat Heineken au Royaume-Uni), d'un effet négatif de (548)m d'euros lié aux variations des taux de change, et enfin d'une croissance interne positive de 451m d'euros, soit 6,5 %. Cette croissance est légèrement supérieure au 6,3 % de la croissance interne des volumes.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation (à l'exclusion des accises et avant les coûts de restructuration) ont augmenté de 49m d'euros, soit 0,8 % passant de 6.156m d'euros (88,0 % du chiffre d'affaires net) en 2002 à 6.205m d'euros (88,1 % du chiffre d'affaires net) en 2003. Cette augmentation des dépenses est le résultat d'une augmentation de 164m d'euros liée aux acquisitions et cessions, une diminution de (473)m d'euros liée aux variations des taux de change et finalement d'une croissance interne des dépenses de 358m d'euros, soit 5,8 %. Cette augmentation de 5,8 % est inférieure à la croissance interne du chiffre d'affaires net pour tous les éléments des charges d'exploitation, à l'exception des frais de distribution, qui sont influencés par l'augmentation des coûts au Canada (attribuable à la grève) et par l'acquisition de dépositaires en Europe de l'Ouest.

L'évolution du coût des ventes exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires net (diminution de 48,9 % en 2002 à 48,1 % en 2003) est principalement expliquée par la loi sur les emballages non consignés en Allemagne qui voit s'opérer sur le marché allemand une utilisation accrue des emballages retour dans les activités bière et soft drinks. L'augmentation des frais commerciaux et marketing en pourcentage du chiffre d'affaires net (de 18,8 % à 19,5 %) est principalement expliquée par l'augmentation des dépenses aux Etats-Unis, en Corée du Sud et en Italie.

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires net moins les accises. Dans de nombreux pays, les accises constituent une grande partie des coûts de la bière facturée à nos clients.

⁽²⁾ Les dépréciations d'actifs suite aux restructurations sont exclues.

⁽³⁾ Voir Glossaire.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles (autres que goodwill) en pourcentage du chiffre d'affaires net ont légèrement diminué. Par contre, l'amortissement du goodwill en pourcentage du chiffre d'affaires net a, quant à lui, augmenté suite principalement à l'augmentation du goodwill des acquisitions en Allemagne.

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (EBITDA)

L'EBITDA a augmenté de 104m d'euros soit 7,5 %, passant de 1.394m d'euros (19,9 % du chiffre d'affaires net) en 2002 à 1.498m d'euros (21,3 % du chiffre d'affaires net) en 2003. Avant coûts de restructuration de 2002, l'EBITDA a augmenté de 12m d'euros soit 0,8 %, de 1.486m d'euros (21,3 % du chiffre d'affaires net) en 2002 à 1.498m d'euros en 2003.

Cette augmentation de 12m d'euros est le résultat d'un effet positif de 22 m d'euros lié aux acquisitions et cessions, d'un effet négatif de (117)m d'euros attribuable aux variations des taux de change et, finalement, d'une croissance interne de 107m d'euros, soit 7,2 %.

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION (EBIT)

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 111m d'euros soit 15,2 %, passant de 728m d'euros (10,4 % du chiffre d'affaires net) en 2002 à 839m d'euros (11,9 % du chiffre d'affaires net) en 2003. Avant coûts de restructuration de 2002, l'EBIT a augmenté de 3m d'euros soit 0,4 % passant de 836m d'euros (12,0 % du chiffre d'affaires net) en 2002 à 839m d'euros en 2003.

Cette augmentation de 3m d'euros est le résultat d'un effet négatif de (15)m d'euros attribuable aux acquisitions et cessions, d'un effet négatif de (75)m d'euros suite aux variations des taux de change et, finalement d'une croissance interne positive de 93m d'euros, soit 11,1 %.

ROIC

La méthodologie de calcul du retour sur les capitaux investis (ROIC) a été revue. Dorénavant, le ROIC est calculé sur le bénéfice d'exploitation après impôts, plus la quote-part dans le résultat des entreprises associées, plus les dividendes de sociétés non consolidées divisé par les capitaux investis incluant le goodwill à la valeur nette comptable. Un prorata est appliqué pour les nouvelles acquisitions.

Le ROIC a augmenté de 40pb, passant de 10,2 % en 2002 à 10,6 % en 2003. Avant coûts de restructuration, le ROIC a diminué, passant de 11,2 % en 2002 à 10,6 % en 2003. Cette diminution est la conséquence d'un bénéfice d'exploitation stable, des quotes-parts moins importantes dans le résultat des entreprises associées et d'une augmentation des capitaux investis, suite à l'intégration d'une année complète de Gilde.

PRODUITS (CHARGES) FINANCIERS NETS

Les charges financières nettes s'élevaient à (131)m d'euros en 2003 comparées à (134)m d'euros en 2002. Cette réduction des charges financières est due principalement à une amélioration de notre position financière et à une diminution des taux d'intérêts, compensées en partie par l'effet négatif des taux de change et par une augmentation des autres coûts financiers.

QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La quote-part dans le résultat des entreprises associées s'est élevée à 35m d'euros en 2003 et 71m d'euros en 2002. FEMSA Cerveza représente presque l'entièreté du résultat des entreprises associées en 2003 et 2002. La diminution du résultat est expliquée par un impact non récurrent de 9m d'euros en 2002, l'évolution négative du taux peso/euro pour 12m d'euros et une diminution du bénéfice net (après impôts) en peso de FEMSA suite à une importante dépréciation de certains actifs pour 15m d'euros.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Les impôts sur le résultat se sont élevés à (185)m d'euros en 2003 soit 26,1 % du bénéfice de l'exercice avant impôts et avant résultat des entreprises associées, et à (162)m d'euros en 2002, soit 27,3 %.

INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires ont augmenté de (36)m d'euros en 2002 à (53)m d'euros en 2003 suite principalement à l'évolution positive du bénéfice net de nos sociétés en Europe de l'Est.

BÉNÉFICE NET COURANT

Le bénéfice net courant a augmenté de 38m d'euros passant de 467m d'euros en 2002 à 505m d'euros en 2003. Avant coûts de restructuration de 2002, le bénéfice net courant a diminué de (40)m d'euros, passant de 545m d'euros en 2002 à 505m d'euros en 2003. Cette diminution tient compte de l'effet négatif de l'évolution des taux de change de (63)m d'euros.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Avant coûts de restructuration et amortissements du goodwill, le bénéfice net par action a diminué de 1,51 euros à 1,45 euros, soit (4,0) %. Si l'on retire l'impact négatif lié à l'évolution des taux de change de (0,16) euros par action, le bénéfice net par action augmente de 6,6 %.

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES PAR ZONE

Le tableau ci-dessous indique nos volumes totaux des ventes au niveau mondial, répartis par zone et par pays. Les volumes totaux n'incluent pas seulement les marques et les licences que nous possédons, mais aussi les marques de tiers que nous brassons en tant que sous-traitant et les produits de tiers que nous vendons à travers notre réseau de distribution, particulièrement en Europe de l'Ouest. Les volumes vendus via nos activités d'exportation sont mentionnés séparément.

VOLUME DES VENTES D'INTERBREW AU NIVEAU MONDIAL

Millions d'hectolitres	2003	2002
Amérique		
Canada	9,7	9,5
Etats-Unis	6,3	6,6
Cuba	0,8	0,7
	16,8	16,8
Europe de l'Ouest⁽¹⁾		
Royaume-Uni	13,9	14,0
Belgique	6,5	6,4
Pays-Bas	2,7	2,7
France	2,5	2,7
Luxembourg	0,2	0,2
Allemagne ⁽²⁾	10,2	6,0
Italie	1,0	1,1
Exportation & licences	3,2	2,0
	40,2	35,1
Europe Centrale et de l'Est		
Europe Centrale		
Hongrie	2,3	2,3
Bulgarie	1,1	0,9
Croatie	1,7	1,7
Roumanie	2,0	1,5
Serbie-Monténégro	1,3	0,3
Bosnie	0,1	0,1
République Tchèque	2,6	2,6
	11,1	9,4
Europe de l'Est		
Russie	10,8	8,2
Ukraine	6,5	5,5
	17,3	13,7
	28,4	23,1
Asie Pacifique		
Corée du Sud	7,7	7,9
Chine	2,6	0,6
	10,3	8,5
Activités d'exportation	2,2	2,3
Bass⁽³⁾	-	1,1
Total (à l'exception de notre quote-part dans nos participations minoritaires)	97,9	86,9
Quote-part dans nos participations minoritaires (année complète)	9,8	10,1
Total	107,7	97,0

Les paragraphes ci-après commentent nos activités en Amérique, en Europe de l'Ouest, en Europe Centrale & en Europe de l'Est, et en Asie Pacifique pour les années 2003 et 2002. Cette segmentation a été mise à jour depuis l'année passée et est le reflet du changement de la structure du management d'Interbrew.

⁽¹⁾ Y compris sous-traitance / produits commerciaux : 6,1m hectolitres en 2003 & 7,0m hectolitres in 2002; la diminution est expliquée par la fin du contrat Heineken au Royaume-Uni.

⁽²⁾ A partir de 2003, l'Allemagne inclut les volumes de Gilde, représentant 3,8m hectolitres en 2003 (0,9m hectolitres de Gilde sont comptabilisés dans les activités d'exportation).

⁽³⁾ Y compris les ventes de Carling Brewers pour une période de 5 semaines en 2002.

Les montants mentionnés et expliqués ci-dessous ne reflètent ni les activités d'exportation, ni celles des sociétés holding. Pour les exercices 2003 et 2002, les sociétés holding et les activités d'exportation représentaient respectivement 49m d'euros et 54m d'euros au niveau de l'EBITDA, et respectivement 44m d'euros et 39m d'euros au niveau de notre bénéfice d'exploitation. On peut expliquer cette diminution de l'EBITDA par moins de résultat opérationnel de nos activités d'exportation, influencées par l'effet négatif de l'évolution des cours de change des devises étrangères.

Les capitaux investis des sociétés holding et des activités d'exportation ont diminué passant de 136m d'euros en 2002 à 109m d'euros en 2003.

Les chiffres de 2002 ci-dessous ne reprennent pas la contribution de Bass pendant les 5 premières semaines en 2002, soit un EBITDA de 4m d'euros et un bénéfice d'exploitation de (9)m d'euros.

AMÉRIQUE

	2003	2002	Evolution
Chiffre d'affaires net	1.849	2.014	(8,2)%
EBITDA	387	459	(15,7)%
Bénéfice d'exploitation	272	340	(20,0)%
Capital investi	1.845	2.008	(8,0)%
ROIC	14,9%	18,1%	(320)pb

Le chiffre d'affaires net a diminué de (165)m d'euros, incluant une baisse de (230)m d'euros attribuable aux variations de taux de change suite à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien et au dollar américain. L'augmentation nette de 65m d'euros résulte d'une part, de changements dans le périmètre du groupe pour un montant de 11m d'euros (acquisition des activités de Beck en Amérique du Nord en février 2002) et d'autre part, d'une croissance interne de 54m d'euros soit 2,7 %, principalement due à l'augmentation de nos prix et à l'effet mix au Canada et aux Etats-Unis.

Le bénéfice d'exploitation a diminué de (68)m d'euros. Cette baisse est expliquée par un impact de (39)m d'euros attribuable aux variations de taux de change, de (14)m d'euros liés à l'acquisition des droits d'importation et de distribution de Bass Ale aux Etats-Unis durant le second semestre de 2003, et de la diminution de la croissance interne de (15)m d'euros, soit (4,4) %. Celle-ci est due aux frais liés à la grève au Canada, à l'augmentation du coût des ventes aux Etats-Unis et à l'augmentation des dépenses d'investissements pour le support des marques.

Le ROIC a diminué de (320)pb suite à la diminution du bénéfice d'exploitation et à l'acquisition des droits de distribution de Bass aux Etats-Unis.

EUROPE DE L'OUEST

	2003	2002	Evolution
Chiffre d'affaires net	3.523	3.345	5,3%
EBITDA, avant coûts de restructuration	685	631	8,6%
EBITDA	685	539	27,1%
Bénéfice d'exploitation, avant coûts de restructuration	334	326	2,5%
Bénéfice d'exploitation	334	218	53,2%
Capital investi, avant coûts de restructuration	3.833	3.395	12,9%
Capital investi	3.833	3.298	16,2%
ROIC, avant coûts de restructuration	8,3%	8,8%	(50)pb
ROIC	8,3%	6,5%	180pb

Malgré un effet négatif des taux de change de (132)m d'euros, le chiffre d'affaires net a augmenté de 178m d'euros. L'impact total des acquisitions et cessions (acquisition de Gilde, fin du contrat Heineken au Royaume-Uni et transfert des ventes de la Staropramen en Allemagne, c'est-à-dire de l'Europe Centrale vers l'Allemagne) représente une augmentation de 169m d'euros du chiffre d'affaires net de l'Europe de l'Ouest. Les 141m d'euros (soit 4,2 %) restant représentent la croissance interne et peuvent être expliqués par une croissance des volumes de 3,4 % dans la zone, et par des augmentations de prix dans toutes les régions à l'exception du Royaume-Uni qui souffre d'une pression défavorable du marché sur les marges et le mix. Une croissance des volumes de 3,4 % est générée malgré l'incidence de la loi sur les emballages non consignés en Allemagne. Toutefois, le changement vers des produits consignés a eu une influence bénéfique sur la rentabilité.

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 116m d'euros par rapport à 2002. Avant coûts de restructuration, le bénéfice d'exploitation est passé de 326m d'euros en 2002 à 334m d'euros en 2003. Cette croissance résulte de l'effet combiné de changements dans le périmètre du groupe de (21)m d'euros, d'un effet négatif des taux de change de (14)m d'euros et d'une croissance interne de 43m d'euros, soit 13,2 %. Une croissance interne remarquable, une augmentation de la rentabilité en Allemagne et un contrôle sévère des coûts expliquent cette bonne performance.

Le ROIC avant coûts de restructuration a diminué de (50)pb suite à une contribution plus importante de l'Allemagne dans la zone.

EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST

	2003	2002	Evolution
Chiffre d'affaires net	1.022	859	19,0%
EBITDA	232	189	22,7%
Bénéfice d'exploitation	113	75	50,7%
Capital investi	960	899	6,9%
ROIC	9,0%	6,0%	300pb

Le chiffre d'affaires net a augmenté de 163m d'euros, soit 19,0 %, passant de 859m d'euros en 2002 à 1.022m d'euros en 2003. L'évolution des taux de change a eu un effet négatif de (118)m d'euros, le changement de périmètre (acquisition d'Apatin en Serbie et transfert des ventes de la Staropramen en Allemagne, de l'Europe Centrale vers l'Allemagne) a eu un impact de 14m d'euros et le solde s'explique par un effet positif de 267m d'euros soit 31,1 % de croissance interne. Cette croissance interne s'explique par une hausse des volumes de 20,8 % combiné avec un effet prix et mix positif dans la zone.

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 38m d'euros, soit 50,7 %, passant de 75m d'euros en 2002 à 113m d'euros en 2003. Cette croissance résulte de l'effet combiné des changements dans le périmètre du groupe de 2m d'euros, d'un effet négatif des taux de change de (11)m d'euros et d'une croissance interne de 47m d'euros, soit 62,7 %. La croissance interne des volumes et du chiffre d'affaires net combinée à un contrôle sévère des coûts, partiellement compensée par des investissements supplémentaires en frais commerciaux et d'innovation, explique cette bonne performance.

L'augmentation de 300 pb du ROIC s'explique par la croissance du bénéfice d'exploitation légèrement compensée par l'augmentation des capitaux investis via des investissements en Europe de l'Est.

ASIE PACIFIQUE

	2003	2002	Evolution
Chiffre d'affaires net	496	522	(5,0)%
EBITDA	145	149	(2,7)%
Bénéfice d'exploitation	76	65	16,9%
Capital investi	664	781	(15,0)%
ROIC	10,6%	7,9%	270pb

Le chiffre d'affaires net a diminué de (26)m d'euros. L'évolution des taux de change a eu un effet négatif de (69)m d'euros suite à l'appréciation de l'euro par rapport au won sud-coréen. Le reste s'explique par un effet positif de 31m d'euros lié à l'acquisition de KK et de 12m d'euros représentant la croissance interne, soit 2,3 % d'évolution. Cette croissance s'explique par une augmentation des prix compensant la perte de volume. Cette perte de volume est le résultat d'un déclin général du marché sud-coréen de la bière. Notre part de marché s'est stabilisée grâce notamment aux investissements consentis pour Oriental Brewery.

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 11m d'euros par rapport à 2002. Cette croissance résulte de l'effet combiné des changements dans le périmètre du groupe à concurrence de 5m d'euros, d'un effet négatif des taux de change de (11)m d'euros et d'une croissance interne de 17m d'euros, soit 26,1 %. La croissance interne est principalement expliquée par les bons résultats de la Corée du Sud suite notamment à une croissance remarquable et à une diminution des amortissements.

L'augmentation de 270 pb du ROIC s'explique par l'évolution positive de la croissance interne du bénéfice d'exploitation.

SITUATION ET RESSOURCES FINANCIÈRES

FLUX DE TRÉSORERIE

Notre flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation est passé de 1.045m d'euros en 2002 à 1.151m d'euros en 2003, soit une croissance de 10,1 %. Cette augmentation est principalement due pour 132m d'euros à l'accroissement du cash provenant des opérations d'exploitation et pour 33m d'euros de dividendes reçus compensée partiellement par un montant plus important d'impôts payés.

La trésorerie utilisée dans le cadre des opérations d'investissement est passée de (966)m d'euros en 2002 à (939)m d'euros en 2003 soit une diminution de (2,8) %. Cette diminution est principalement due à la réduction des dépenses nettes liées aux acquisitions de sociétés par rapport à 2002, compensée en partie par l'augmentation des dépenses nettes d'investissements (acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles) relatives à l'acquisition des droits d'importation et de distribution de Bass Ale aux Etats-Unis et des marques belges en Italie.

La trésorerie utilisée dans le cadre des opérations de financement est passée de (330)m d'euros en 2002 à 73m d'euros en 2003. Cette évolution est attribuable à des dividendes payés plus élevés et aux mouvements des nouveaux emprunts contractés et remboursés.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT ET ACQUISITIONS

Nous avons dépensé 595m d'euros en 2003 et 510m d'euros en 2002 pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. En 2003, approximativement 60 % de nos immobilisations visaient à améliorer nos équipements de production et/ou à l'achat d'emballages consignés. 18 % étaient utilisés pour les équipements commerciaux et logistiques reflétant principalement des investissements réalisés dans nos équipements logistiques primaires et secondaires ainsi que dans des matériaux pour les points de vente de nos activités commerciales. Environ 5 % de nos dépenses totales d'investissement ont été affectés à la technologie de l'information pour le renforcement de nos activités locales et pour le développement de notre réseau global. Enfin, 17 % ont été consacrés à des investissements divers incluant l'acquisition d'immobilisations incorporelles telles que les droits d'importation et de distribution de Bass Ale aux Etats-Unis et des droits de distribution des marques belges en Italie.

Concernant l'acquisition de nouvelles activités, nous avons dépensé 445m d'euros en 2003 et 2.481m d'euros en 2002. En 2003, nous n'avons pas eu d'importantes cessions par rapport à 2002 où nous enregistrons la vente de Carling Brewers. Comme mentionné ci-dessus, nos principales acquisitions en 2003 incluent Apatin en Serbie et KK en Chine, ainsi que des augmentations de participations majoritaires. En 2002, ces acquisitions concernaient principalement Beck, Damm, Pivovarna Union et Brauergilde Hannover.

RESSOURCES EN CAPITAUX ET CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2003, notre dette financière nette (dettes financières à long et à court terme, trésorerie et équivalents de trésorerie et placements) a atteint 2.434m d'euros par rapport à 2.583m d'euros fin 2002. Cette évolution de notre dette financière nette s'explique principalement par le flux de trésorerie positif qui résulte de l'effet combiné de nos activités opérationnelles et de financement.

Au 31 décembre 2003, les capitaux propres consolidés s'élevaient à 4.720m d'euros par rapport à 4.694m d'euros fin 2002. L'évolution des capitaux propres a été influencée par une différence de change de (342)m d'euros comptabilisée suite au renforcement de l'euro. L'explication concernant les mouvements sur les capitaux propres est mentionnée à l'annexe 19 des états financiers consolidés.

GESTION DES RISQUES DU MARCHÉ

Les principaux risques du marché auxquels nous sommes confrontés sont les changements en matière de taux d'intérêt, de taux de change et de prix des matières premières. Notre comité de gestion des risques, qui se compose entre autres de notre Chief Financial Officer et de notre Corporate Audit Director, se réunit au minimum tous les semestres et est chargé de vérifier les résultats de notre évaluation des risques, d'approuver les stratégies de gestion des risques, de contrôler le respect de notre politique de gestion des risques et d'en informer le Comité d'Audit et Financier. Notre Comité de Gestion des Risques détermine aussi la politique relative à notre structure bilantaire et aux placements de notre trésorerie. L'annexe 25 des états financiers consolidés donne de plus amples informations.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

En 2003, nous avons investi 14m d'euros dans la recherche et le développement par rapport à 15m d'euros en 2002. Une partie de ces investissements se rapporte au domaine des études de marché, mais la plus grande partie est liée au domaine de l'optimisation des capacités de production, du développement de nouveaux produits et de nouveaux emballages. La gestion des connaissances et l'apprentissage font aussi partie de la recherche et développement. Nos collaborations avec les universités et les autres secteurs industriels afin d'améliorer en permanence nos connaissances représentent un grand atout.

Comptes annuels consolidés et annexes

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Exercice clôturé au 31 décembre

Millions d'euros (excepté les chiffres concernant les actions)

	Annexe	2003	2002
Chiffre d'affaires net		7.044	6.992
Coûts des ventes		(3.385)	(3.418)
Marge brute		3.659	3.574
Frais de distribution		(778)	(758)
Frais commerciaux et de marketing		(1.377)	(1.317)
Frais administratifs		(615)	(593)
Autres revenus/(frais) d'exploitation	4	(50)	(70)
Bénéfice d'exploitation avant coûts de restructuration		839	836
Coûts de restructuration		-	(108)
Bénéfice d'exploitation		839	728
Coûts financiers nets	7	(131)	(134)
Revenus des entreprises associées		35	71
Bénéfice avant impôts		743	665
Impôts sur le résultat	8	(185)	(162)
Bénéfice après impôts		558	503
Intérêts minoritaires		(53)	(36)
Bénéfice net courant		505	467
Eléments exceptionnels		-	-
Bénéfice net		505	467
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires (en millions d'actions)		432	431
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires diluées (en millions d'actions)		434	435
Nombre d'actions ordinaires à la clôture (en millions d'actions)		432	432
Bénéfice net par action		1,17	1,08
Bénéfice net par action (diluée)		1,16	1,07
Bénéfice net par action avant coûts de restructuration et goodwill		1,45	1,51
Bénéfice net par action (diluée) avant coûts de restructuration et goodwill		1,44	1,50
Bénéfice net par action avant goodwill et après coûts de restructuration		1,45	1,33
ETAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES ET PERTES PRIS EN COMPTE			
Ecarts de conversion des monnaies étrangères		(342)	(431)
“Cash flow hedges” :			
Partie effective du changement de la juste valeur		10	6
Transférés au compte de résultats		(8)	(6)
Autres éléments comptabilisés directement aux capitaux propres		-	(1)
Bénéfice net pris en compte directement aux capitaux propres		(340)	(432)
Bénéfice net		505	467
Bénéfice total pris en compte		165	35
Effet des changements des principes comptables		-	(32)

BILAN CONSOLIDÉ

Exercice clôturé au 31 décembre

Millions d'euros

Annexe 2003 2002

ACTIF

Actifs non circulants

Immobilisations corporelles	9	3.342	3.512
Goodwill	10	3.744	3.658
Immobilisations incorporelles autres que le goodwill	11	228	133
Prêts consentis portant intérêts		9	10
Participations détenues dans des entreprises associées	12	443	625
Placements	13	247	277
Impôts différés "actifs"	15	169	199
Avantages du personnel	22	31	32
Créances à long terme	14	324	345
		8.537	8.791

Actifs circulants

Prêts consentis portant intérêts		2	1
Placements	13	-	31
Stocks	16	460	444
Impôts sur le résultat à récupérer		30	92
Créances commerciales et autres créances	17	1.509	1.572
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	445	215
		2.446	2.355

Total de l'actif

10.983 11.146

PASSIF

Capital et réserves

Capital souscrit	19	333	333
Primes d'émission	19	3.215	3.212
Réserves	19	(232)	108
Résultats reportés	19	1.404	1.041
		4.720	4.694

Intérêts minoritaires

410 463

Dettes à long terme

Emprunts portant intérêts	21	2.200	1.433
Avantages du personnel	22	300	329
Dettes commerciales et autres dettes		40	45
Provisions	23	200	252
Impôts différés "passifs"	15	251	242
		2.991	2.301

Dettes à court terme

Découverts bancaires	18	85	122
Emprunts portant intérêts	21	612	1.320
Impôts sur le résultat à payer		122	224
Dettes commerciales et autres dettes	24	1.956	1.940
Provisions	23	87	82
		2.862	3.688

Total du passif

10.983 11.146

TABEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Exercice clôturé au 31 décembre

Millions d'euros	2003	2002
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Bénéfice courant net	505	467
Amortissements des immobilisations corporelles	504	504
Amortissements et dépréciations du goodwill	120	106
Amortissements des immobilisations incorporelles	37	31
Dépréciations (autres que goodwill)	(1)	27
Réductions de valeur sur actifs non circulants et circulants	1	-
Ecart de change non réalisés des monnaies étrangères perte/(bénéfice)	26	15
Produits/(charges) d'intérêts	107	116
Produits/(charges) des placements	(5)	(1)
Perte/(bénéfice) relatif(ve) à la vente d'immobilisations corporelles	(19)	(13)
Perte/(bénéfice) relatif(ve) à la vente d'immobilisations incorporelles	-	(2)
Charges d'impôts sur le résultat	185	162
Revenus des entreprises associées	(35)	(71)
Intérêts minoritaires	53	36
Bénéfice d'exploitation avant les changements du fonds de roulement et des provisions	1.478	1.377
Diminution/(augmentation) des créances commerciales et autres créances	-	88
Diminution/(augmentation) des stocks	(25)	(30)
Augmentation/(diminution) des dettes commerciales et autres dettes	-	(243)
Augmentation/(diminution) des provisions	(96)	33
Cash provenant des opérations d'exploitation	1.357	1.225
Intérêts payés	(139)	(145)
Intérêts reçus	33	31
Dividendes reçus	58	25
Impôts sur le résultat (payés)/reçus	(158)	(91)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION	1.151	1.045

TABEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ (SUITE)

Exercice clôturé au 31 décembre

Millions d'euros	2003	2002
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Provenant de la vente d'immobilisations corporelles	83	84
Provenant de la vente d'immobilisations incorporelles	3	13
Provenant de la vente de participations	100	159
Remboursement des prêts consentis	7	21
Vente de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	-	1.846
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(383)	(2.300)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(544)	(515)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(137)	(92)
Acquisition d'autres participations	(62)	(181)
Paiement des prêts consentis	(6)	(1)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(939)	(966)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Provenant de l'émission d'actions de capital	7	3
Provenant des emprunts	6.228	5.680
Remboursements des emprunts	(5.985)	(5.864)
Remboursements des dettes de leasing financier	(9)	(7)
Dividendes payés	(168)	(142)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	73	(330)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	285	(251)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, moins les découverts bancaires, au début de l'exercice	93	349
Effet de la variation des taux de change sur les fonds détenus	(18)	(5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, moins les découverts bancaires, à la fin de l'exercice	360	93

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Principes comptables significatifs	1
Information sectorielle	2
Acquisitions et cessions de filiales	3
Autres produits/charges d'exploitation	4
Charges salariales et autres avantages sociaux	5
Complément d'information sur les charges opérationnelles par nature	6
Coûts financiers nets	7
Impôts sur le résultat	8
Immobilisations corporelles	9
Goodwill	10
Immobilisations incorporelles autres que goodwill	11
Participations détenues dans des entreprises associées	12
Placements	13
Créances à long terme	14
Impôts différés	15
Stocks	16
Créances commerciales et autres créances	17
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Capital et réserves	19
Bénéfice par action	20
Emprunts portant intérêts	21
Avantages du personnel	22
Provisions	23
Dettes commerciales et autres dettes	24
Instruments financiers	25
Leasing opérationnel	26
Engagements d'acquisition d'immobilisations	27
Passifs éventuels	28
Parties liées	29
Evénements importants survenus après la date de clôture	30
Entreprises appartenant au groupe	31
Comptes non consolidés abrégés d'Interbrew SA et rapport de gestion	32

1. PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Interbrew SA est une entreprise dont le siège social est situé en Belgique. Les comptes consolidés de l'entreprise pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2003 comprennent la société et ses filiales (ensemble "Interbrew" ou "le groupe") et les intérêts de la société dans les entreprises associées. Le Conseil d'Administration a donné son autorisation pour la publication des comptes le 2 mars 2004.

(A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés ont été préparés en concordance avec les normes " International Financial Reporting Standards » (anciennement dénommées IAS) publiées par le Conseil des Normes Comptables Internationales (IASB) et en conformité avec les interprétations publiées par le Conseil Permanent d'Interprétation de l'IASB. Elles sont également en conformité avec la dérogation accordée par la commission bancaire belge du 19 décembre 2000. Les normes comptables appliquées sont en concordance, pour ce qui est des aspects importants, avec la septième directive européenne.

(B) BASE DE LA PRÉSENTATION

Les comptes annuels sont présentés en euros, arrondis au million le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés, des placements détenus à des fins commerciales et des placements destinés à la vente, qui sont repris à leur juste valeur. Les instruments ou dérivés de capitaux propres seront valorisés au coût historique si ces instruments de capitaux propres n'ont pas de cotation publiée sur un marché actif et si d'autres méthodes d'estimation raisonnable pour déterminer la juste valeur sont clairement inappropriées et inutilisables. Les éléments d'actif et de passif comptabilisés qui font l'objet d'une couverture, sont valorisés à leur juste valeur en tenant compte du risque couvert. Les états financiers consolidés se rapportent à l'exercice se clôturant au 31 décembre 2003.

Les principes comptables sont appliqués de manière consistante.

Ils sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'assemblée générale des actionnaires.

(C) PRINCIPES DE CONSOLIDATION

La méthode de consolidation par intégration globale est retenue pour les filiales. Par filiales, il faut entendre les sociétés dans lesquelles Interbrew détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote ou dans lesquelles Interbrew détient, par ailleurs, un contrôle de fait, de façon à obtenir des avantages de ces activités. Les comptes annuels des filiales sont inclus dans les comptes annuels consolidés depuis la date où le contrôle commence jusqu'à la date où il s'achève.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles Interbrew détient une influence significative sur les décisions financières et opérationnelles, sans les contrôler. C'est en général le cas si Interbrew détient entre 20 % et 50 % des droits de vote. La méthode de la mise en équivalence est utilisée depuis la date où l'influence significative commence jusqu'à la date où elle s'achève. Lorsque la part d'Interbrew dans les pertes des entreprises associées excède la valeur comptable de la participation, cette dernière est ramenée à zéro. Les pertes au-delà de ce montant ne sont pas comptabilisées à l'exception du montant des engagements d'Interbrew envers ses entreprises associées.

Toutes les transactions, les soldes, les pertes et profits non réalisés entre entreprises du groupe ont été éliminés.

Une liste des principales filiales et entreprises associées du groupe est fournie à l'annexe 31.

(D) MONNAIES ÉTRANGÈRES

(1) Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de clôture. Les gains et les pertes qui résultent de ces transactions ainsi que la conversion des éléments d'actif et de passif monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultats. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

(2) Etats financiers des sociétés étrangères

Les activités de la société à l'étranger sont considérées comme des filiales étrangères. En conséquence, les éléments d'actif et de passif des filiales étrangères sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les comptes de résultats des filiales étrangères, à l'exclusion des entités étrangères exerçant leurs activités dans des pays où prévaut une inflation galopante, sont convertis en euros au taux moyen de change de l'exercice (proche du taux en vigueur à la date de la transaction). Les éléments constituant les capitaux propres sont convertis au taux de change historique. Les écarts de conversion générés par la reconversion en euros des capitaux propres au taux de change en vigueur à la date de la clôture sont repris sous une rubrique séparée des capitaux propres, en l'occurrence les "Ecart de conversion".

Pour les sociétés étrangères associées exerçant leurs activités dans des pays où prévaut une inflation galopante, les éléments d'actif et de passif non monétaires, les rubriques du compte de résultats en relation avec les rubriques du bilan précitées et les capitaux propres sont revalorisés en appliquant un indice général des prix. Celles-ci sont converties en euros au taux de clôture. Pour les filiales et les sociétés associées exerçant dans des pays où prévaut une inflation galopante et où l'utilisation d'un indice général des prix n'est pas encore stabilisée et ne fournit pas de résultat fiable, les états financiers sont convertis en euros comme si l'euro était la monnaie de présentation.

Par conséquent, les actifs et passifs non monétaires ainsi que les rubriques du compte de résultats s'y rapportant sont revalorisés en utilisant les taux historiques afin de produire les mêmes résultats dans la monnaie de présentation comme si la transaction sous-jacente avait été réalisée dans cette devise.

(3) Taux de change

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la préparation des comptes annuels :

1 euro est égal à :	Taux de change à la clôture		Taux de change moyen	
	2003	2002	2003	2002
Dollar canadien	1,623400	1,654999	1,588065	1,466557
Livre sterling	0,704800	0,650500	0,688366	0,626038
Dollar américain	1,263000	1,048700	1,122129	0,934060
Won sud-coréen	1.506,0241	1.243,7811	1.338,6881	1.166,8611
Peso mexicain	14,186611	10,990581	12,062581	8,962662
Rouble russe	36,824275	33,272334	34,491084	28,830907
Hryvnia ukrainien	6,662225	5,532901	5,960825	4,923562
Forint hongrois	262,467192	236,294896	252,397779	243,427459
Lev bulgare	1,955699	1,954599	1,949686	1,952088
Lei roumain	41.152,2634	35.137,0344	37.290,2424	30.783,438
Yuan chinois	10,453472	8,680103	9,287983	7,731142
Kuna croate	7,649529	7,442304	7,559950	7,409164
Dinar serbe	68,310677	62,546910	64,850843	62,969559

(E) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(1) Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche exposés dans le but d'acquérir une compréhension des connaissances scientifiques ou des techniques nouvelles, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les frais de développement, grâce auxquels les résultats des recherches sont appliqués à la planification ou à la conception de la production de produits ou de procédés nouveaux ou améliorés, sont comptabilisés en tant qu'actif si le produit ou le procédé est réalisable techniquement et commercialement et si la société a suffisamment de ressources pour réaliser le développement. Les frais activés comprennent les coûts de matières premières, les coûts salariaux directs et une proportion appropriée des frais généraux. Les autres frais de développement sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les frais de développement comptabilisés en tant qu'actif sont repris au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés (voir ci-dessous) et des dépréciations (voir principes comptables M).

(2) Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles, acquises par la société, sont reprises au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés (voir ci-dessous) et des dépréciations (voir principes comptables M). Les frais relatifs au goodwill et marques générés en interne sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

(3) Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures au titre d'une immobilisation incorporelle sont comptabilisées en tant qu'actif uniquement si elles permettent à l'actif de générer des avantages économiques futurs concrétisés dans l'actif spécifique y relatif, au-delà du niveau de performance défini à l'origine. Tous les autres frais sont comptabilisés parmi les charges lorsqu'ils sont encourus.

(4) Amortissements

Les actifs immobilisés incorporels sont amortis linéairement sur une période correspondant à leur durée estimée de vie économique utile. Les droits de livraison sont généralement amortis sur 5 ans. Les licences, droits de brassage et droits de distribution sont amortis sur la période d'octroi des droits.

(F) GOODWILL

(1) Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition par rapport à la part du groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable de la filiale ou de l'entreprise associée à la date d'acquisition.

Le goodwill est amorti linéairement sur une période correspondant à sa durée de vie économique utile. Le goodwill généré par l'acquisition de brasseries importantes et stratégiques au Canada, au Royaume-Uni et en Allemagne est amorti sur une période de 40 ans. Le goodwill généré par l'acquisition d'autres brasseries est généralement amorti sur une durée de 20 ans. Le goodwill généré par l'acquisition d'entreprises de distribution est généralement amorti sur une période de 5 ans.

Le goodwill est exprimé dans la devise de la filiale à laquelle il se rapporte (à l'exception des filiales qui exercent leurs activités dans des pays où prévaut une inflation galopante). Il est dans ce cas converti en euros en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture. Le goodwill est repris au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés et des dépréciations (voir principe comptable M).

Pour les entreprises associées, la valeur comptable du goodwill est incluse dans la valeur comptable de cette participation.

(2) Goodwill négatif

Le goodwill négatif représente l'excédent de la part du groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable par rapport au coût d'acquisition.

La partie du goodwill négatif est comptabilisée au compte de résultats au moment où les pertes et frais futurs sont encourus, dans la mesure où il se rapporte à des pertes et frais futurs qui sont identifiés dans le plan d'acquisition et qui peuvent être mesurés de façon fiable, mais qui n'ont pas encore été comptabilisés. Tout goodwill négatif restant, n'excédant pas la juste valeur de l'actif non monétaire acquis, est repris au compte de résultats sur base de la moyenne pondérée de la durée de vie économique utile des actifs qui sont amortissables. Le goodwill négatif en excès de la juste valeur des actifs non monétaires est comptabilisé immédiatement au compte de résultats.

La valeur comptable du goodwill négatif est déduite de la valeur comptable du goodwill.

En ce qui concerne les entreprises associées, la valeur comptable du goodwill négatif est incluse dans la valeur comptable de cette participation.

(G) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(1) Actifs

Toutes les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût d'acquisition historique diminué des amortissements cumulés et des dépréciations (voir principes comptables M). Le coût historique inclut le prix d'achat d'origine et les coûts accessoires directs (par exemple les taxes non recouvrables ou le transport). Le coût des actifs produits par l'entreprise même comprend les coûts des matériaux, les coûts salariaux directs, et une proportion appropriée des coûts généraux.

(2) Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures ne sont portées à l'actif que si elles permettent d'augmenter les avantages économiques futurs générés par l'immobilisation corporelle. Les frais de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs de l'actif auquel ils ont trait, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

(3) Amortissements

Les amortissements sont calculés à partir de la date à laquelle l'actif est disponible pour l'utilisation, selon la méthode linéaire et selon un taux correspondant à la durée de vie économique utile estimée de ces actifs.

Les taux utilisés sont les suivants :

Bâtiments industriels	20 ans
Matériel et outillage de fabrication	
Matériel de fabrication	15 ans
Matériel de stockage et de conditionnement	7 ans
“Duo tanks”	7 ans
Matériel de manutention et divers	5 ans
Emballages récupérables	
Fûts	10 ans
Casiers	10 ans
Bouteilles	5 ans

Mobilier et matériel des points de vente	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel informatique	3 ou 5 ans
Autres immeubles	33 ans

Les terrains ne font pas l'objet d'un amortissement étant donné qu'ils sont considérés comme ayant une durée de vie illimitée.

(H) LEASING

Lorsqu'un contrat de leasing transfère à la société la quasi-totalité des avantages et risques inhérents à la propriété d'un actif, il est considéré comme étant un leasing financier. Les leasings financiers sont portés à l'actif du bilan à la valeur présente estimée au moment de la conclusion du leasing des paiements sous-jacents, ou à la valeur de marché des biens si celle-ci est inférieure, diminuée des amortissements cumulés (voir principes comptables G) et des dépréciations (voir principes comptables M).

Tous les paiements à effectuer dans le cadre de tels contrats sont répartis entre les remboursements de la dette et une charge financière afin d'obtenir sur toute la durée du leasing un taux d'intérêt constant sur la dette ouverte. Les obligations correspondantes, hors intérêts, sont reprises en dettes financières à plus d'un an au passif du bilan. La part des paiements correspondant aux intérêts est prise en charge au compte de résultats sur la durée du leasing. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre de contrats de leasing financier sont amorties de façon linéaire sur leur durée de vie économique utile (voir principes comptables G).

Les leasings d'actifs pour lesquels les avantages et risques inhérents à la propriété du bien sont conservés par le loueur sont considérés comme étant des leasings opérationnels. Les paiements relatifs à de tels leasings opérationnels sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat.

Lorsqu'il est mis fin à un contrat de leasing opérationnel avant qu'il ne soit arrivé à échéance, toute indemnité payée au loueur est prise en charges pendant la période au cours de laquelle il est mis fin au contrat.

(I) PLACEMENTS

Chaque catégorie de placements est comptabilisée à sa valeur d'acquisition.

(1) Titres de capitaux propres

Cette rubrique reprend les titres d'entreprises dans lesquelles Interbrew n'a pas de contrôle, ni d'influence significative. Ceci est généralement justifié par la possession de moins de 20 % des droits de vote. De tels investissements sont comptabilisés à leur juste valeur sauf si celle-ci ne peut être déterminée de façon fiable. Ils sont dès lors comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des dépréciations. Les dépréciations sont reprises au compte de résultats. Les changements de la juste valeur sont comptabilisés aux fonds propres. Lors de la vente d'une participation, la différence entre le produit net de la vente et la valeur comptable est reprise au compte de résultats.

(2) Titres d'emprunt

Les placements dans les titres d'emprunt sont représentés comme étant des actifs financiers détenus à des fins de transaction ou des actifs financiers destinés à la vente. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur, les gains et les pertes générés par une variation de la juste valeur sont comptabilisés aux fonds propres. Ils sont repris à l'actif du bilan à leur juste valeur représentant leur cotation publiée à la date de clôture. Les dépréciations sont reprises au compte de résultats.

(3) Autres placements

Les autres actifs financiers de la société sont repris comme étant disponibles à la vente et sont repris à leur juste valeur. Les profits et les pertes générés par une variation de juste valeur de ces actifs financiers sont repris aux fonds propres. Les dépréciations sont reprises au compte de résultats.

(J) STOCKS

Les stocks sont valorisés au coût moyen pondéré ou à la valeur nette de réalisation si cette dernière est inférieure.

Le coût des produits finis et des en-cours de fabrication reprend les matières premières, les autres matières entrant dans la fabrication, la main-d'œuvre directe, les autres coûts directs et une affectation des frais généraux de production fixes et variables basés sur la capacité normale des installations de production. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans un contexte normal des opérations après déduction des coûts estimés d'achèvement et de ceux nécessaires à la réalisation de la vente.

(K) CRÉANCES COMMERCIALES

Les créances commerciales sont valorisées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est faite sur base d'une analyse de tous les montants arriérés. Les réductions de valeur sur créances douteuses sont pratiquées pendant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

(L) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la caisse et les dépôts à terme. Dans le tableau de flux de trésorerie, les découverts bancaires sont diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

(M) DÉPRÉCIATION

La valeur comptable des actifs de la société, à l'exception des stocks (voir principes comptables J) et des impôts différés (voir principes comptables S) est revue à chaque date de clôture afin de déterminer s'il subsiste une indication de dépréciation. Si une telle indication existe, le montant recouvrable est alors estimé. Pour ce qui est des immobilisations incorporelles qui ne sont plus utilisées et les goodwill amortis sur une période supérieure à vingt ans (depuis le début de la période d'amortissement), la valeur recouvrable est estimée à chaque clôture. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur comptable ou son unité génératrice de trésorerie dépasse la valeur recouvrable. Les dépréciations sont enregistrées au compte de résultats.

(1) Estimation de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable des créances et des placements de la société détenus jusqu'à leur échéance est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, escomptés au taux d'intérêt originel effectif inhérent à ces actifs. Les créances à court terme ne sont pas escomptées. La valeur recouvrable des autres actifs est le montant le plus élevé entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des futurs flux de trésorerie estimés. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les futurs flux de trésorerie estimés sont escomptés, en utilisant un taux d'intérêt avant impôts qui reflète à la fois l'intérêt du marché actuel et les risques spécifiques liés à l'actif. Pour les actifs qui eux-mêmes ne génèrent pas de flux de trésorerie, le montant recouvrable est déterminé pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

(2) Reprise de la dépréciation

Une dépréciation relative aux créances ou placements détenus jusqu'à leur échéance est reprise si l'augmentation subséquente de la valeur recouvrable peut être mise objectivement en relation avec un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation.

Une dépréciation relative à un goodwill est reprise si et seulement si la dépréciation est imputable à un événement externe spécifique de nature exceptionnelle, qui ne devrait pas se reproduire, et lorsque l'augmentation de la valeur recouvrable est clairement liée à l'annulation des effets de cet événement spécifique.

Une dépréciation est reprise pour les autres éléments de l'actif lorsque survient un changement dans les estimations utilisées pour déterminer le montant recouvrable.

Une dépréciation d'actif ne peut être reprise que si la valeur comptable de l'actif, augmentée après reprise d'une perte de valeur, n'excède pas la valeur comptable nette des amortissements, qui aurait été déterminée, si aucune dépréciation n'avait été comptabilisée pour cet actif.

(N) CAPITAL

(1) Achat d'actions propres

Quand des actions propres (faisant partie des capitaux propres) sont rachetées, le montant payé, incluant les coûts leur étant directement attribuables, est comptabilisé comme un changement dans les capitaux propres. Les actions propres acquises sont comptabilisées comme actions de trésorerie et sont présentées en déduction des capitaux propres.

(2) Dividendes

Les dividendes sont reconnus comme une dette pendant la période au cours de laquelle ils sont attribués.

(O) PROVISIONS

Des provisions sont constituées lorsque la société a une obligation juridique ou une obligation implicite résultant d'événements survenus dans le passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources générant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque l'ampleur de cette obligation peut être estimée de manière fiable. Lorsque l'impact est significatif, des provisions doivent être établies pour les flux de trésoreries estimés futurs en utilisant un taux d'intérêt avant impôts qui reflète à la fois les évaluations du marché actuel et les risques spécifiques de la dette.

(1) Restructuration

Des provisions pour restructuration sont constituées lorsque la société a approuvé un plan détaillé et formalisé de restructuration et lorsque la restructuration a été entreprise ou annoncée publiquement. Les coûts qui sont liés aux activités normales poursuivies par la société ne sont pas provisionnés.

(2) Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est constituée lorsque les avantages économiques attendus d'un contrat sont moins élevés que les coûts inévitables liés au respect des obligations du contrat.

(P) AVANTAGES DU PERSONNEL

(1) Obligations en matière de pension

Les obligations en matière de pension reprennent les plans de pension, les assurances « vie » et les soins de santé.

La société met en oeuvre à travers le monde des plans de pension de type prestations définies et de type cotisations définies. Les actifs de ces plans sont en général détenus par des institutions séparées et sont en principe financés par des contributions des filiales concernées et par les membres de son personnel. Ces contributions sont déterminées sur base des recommandations d'actuaire indépendants.

Les obligations en matière de pension d'Interbrew sont soit couvertes soit non couvertes par des fonds.

a) Plans de pension de type cotisations définies

Les contributions à ces plans de pension sont enregistrées au compte de résultats de l'année durant laquelle elles surviennent.

b) Plans de pension de type prestations définies

Pour ces plans de pension, les coûts sont estimés séparément pour chaque plan en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La méthode des unités de crédit projetées considère que chaque période de services donne droit à une unité d'avantage supplémentaire et chaque unité est considérée séparément. Suivant cette méthode, le coût des pensions est pris en charge par le compte de résultats de façon à répartir le coût de manière régulière au cours de la carrière résiduelle des travailleurs participant au plan et ce, sur base des recommandations d'actuaire qui effectuent une évaluation complexe de ces plans au minimum tous les 3 ans. Les montants comptabilisés au compte de résultats comprennent le coût des services rendus, les charges d'intérêts, les revenus attendus des plans de pension, les bénéfices ou les pertes actuariels et les coûts des services passés. Les obligations relatives aux pensions reprises au bilan sont évaluées en tenant compte de la valeur actuelle des dépenses futures estimées, calculées en utilisant des taux d'intérêts correspondant à ceux applicables aux obligations d'entreprises de première qualité d'une durée similaire à celles des obligations en matière de pensions après déduction des bénéfices et des pertes actuariels non comptabilisés et des coûts des services passés non reconnus et de la juste valeur des fonds.

Le calcul des bénéfices et pertes actuariels est déterminé séparément pour chaque type de plan à prestations définies. Les bénéfices et pertes actuariels reprennent l'effet des différences entre les hypothèses actuarielles prévues et les réalisations et l'effet des modifications des hypothèses actuarielles. Tous les bénéfices et pertes actuariels excédant un corridor de 10 % du fonds ou de la juste valeur des actifs du fonds ou de la valeur actualisée des obligations du plan sont comptabilisés au compte de résultats sur la moyenne de la carrière résiduelle des travailleurs participant aux fonds. Dans les autres cas, les bénéfices et pertes actuariels ne sont pas comptabilisés.

Les coûts des services prestés sont comptabilisés comme charges sur la période moyenne de l'occupation à moins qu'ils n'aient été acquis avant l'introduction du changement du plan à prestations définies. Dans ce cas, ils sont pris en charge immédiatement.

Si de l'estimation, il en résulte un bénéfice pour la société, l'élément de l'actif comptabilisé sera limité au total net des pertes actuarielles non reconnues et des coûts des services passés et de la valeur actuelle de tous les remboursements futurs ou des contributions futures du plan.

(2) Autres avantages postérieurs à la pension

Certaines entreprises du groupe ont octroyé à leurs travailleurs pensionnés des avantages liés aux soins de santé. L'octroi de tels avantages est en général conditionné au fait que les travailleurs restent au service du groupe jusqu'à l'âge de leur pension. Les charges attendues de ces avantages sont provisionnées au cours de la carrière active des travailleurs en appliquant des méthodes comptables similaires à celles mises en oeuvre pour les plans de pension de type prestations définies. Le calcul de ces obligations est réalisé par des actuaires indépendants qualifiés.

(3) Rémunération en actions ou liée aux actions

Différents programmes de « stock option » permettent aux employés de la société, aux cadres supérieurs et aux membres du Conseil d'Administration, d'acquérir des actions de l'entreprise. Le prix d'exercice des options est égal à la valeur boursière moyenne des actions sous-jacentes au cours des trente jours qui précèdent la date de l'octroi des options. Aucune charge de compensation et aucune obligation ne sont comptabilisées à la date de l'octroi des options. Au moment où l'option est exercée, les capitaux propres sont augmentés à concurrence des montants reçus.

(4) Bonus

Les bonus octroyés aux employés et cadres supérieurs sont basés sur des objectifs résultant d'indicateurs financiers clés. Le montant estimé des bonus est reconnu comme une charge de l'exercice.

(Q) EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS

Les emprunts portant intérêts sont valorisés à leur coût initial, diminué des coûts de transaction y afférents. Toute différence entre cette valeur nette et la valeur de remboursement est reprise au compte de résultats pendant la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(R) DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Les dettes commerciales et les autres dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

(S) IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat de l'exercice reprend l'impôt courant et l'impôt différé. Les impôts sont comptabilisés au compte de résultats sauf s'ils concernent des éléments qui ont directement été comptabilisés sous la rubrique "capitaux propres"; dans ce cas, les impôts sont également comptabilisés directement sous cette dernière rubrique.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés ou à payer relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé selon la méthode dite "liability method" sur toutes les différences temporaires existant entre la base fiscale et la base comptable. Ceci est valable aussi bien pour les postes d'actif que pour les postes du passif. Les taux d'imposition en vigueur à la date de la clôture sont utilisés pour le calcul des impôts différés.

En vertu de cette méthode, la société doit, dans le cas d'un regroupement d'entreprises, établir des provisions pour impôts différés pour la différence entre la juste valeur de l'actif net acquis et sa base fiscale.

Les différences temporaires suivantes ne sont pas provisionnées: le goodwill non déductible fiscalement, la comptabilisation initiale des éléments d'actif et de passif qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et les différences concernant les participations dans des filiales tant qu'il n'est pas probable qu'elles seront extournées dans un futur prévisible.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que s'il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible permettant de compenser l'avantage fiscal. L'impôt différé actif sera réduit s'il n'est plus probable que l'avantage fiscal y afférent sera réalisé.

(T) PRODUITS

(1) Marchandises vendues et services rendus

Les produits liés à la vente de marchandises sont comptabilisés lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés de façon substantielle à l'acheteur et qu'aucune incertitude ne subsiste quant au recouvrement des montants dus, aux charges relatives à la transaction et au retour éventuel des marchandises.

(2) Produits de location

Les produits de location sont comptabilisés selon la méthode linéaire pendant la durée de la location.

(3) Produits financiers

Les produits financiers comprennent les intérêts à recevoir sur les placements, les dividendes, les royalties, les produits de conversion de monnaies étrangères et les produits concernant les instruments de couverture comptabilisés au compte de résultats (voir principe comptable V).

Les intérêts, royalties et dividendes provenant de l'utilisation des ressources de l'entreprise par des tiers sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction vont revenir à l'entreprise et lorsque les revenus peuvent être estimés de façon fiable. Les produits d'intérêts sont enregistrés lorsqu'ils sont acquis (compte tenu du temps écoulé et en tenant compte du rendement effectif de l'actif) sauf s'il subsiste un doute quant à l'encaissement. Les revenus des royalties sont enregistrés sur base d'un prorata qui tient compte des clauses de la convention. Les dividendes sont comptabilisés au compte de résultats à la date où les dividendes sont déclarés.

(4) Subventions

Les subventions sont comptabilisées initialement au bilan comme produits à reporter s'il y a une assurance raisonnable qu'elles seront perçues et que les conditions liées à la subvention seront remplies. Les subventions qui compensent les frais encourus par la société sont enregistrées comme produit au compte de résultats sur base systématique pendant la période au cours de laquelle les frais correspondants sont encourus. Les subventions qui indemnisent la société pour les frais d'éléments d'actif sont reprises au compte de résultats en tant que produits sur base systématique de la durée de vie économique utile de l'élément d'actif.

(U) CHARGES

(1) Charges financières

Les charges financières comprennent les intérêts dus sur les emprunts, les pertes de change sur les monnaies étrangères et les pertes émanant des instruments de couverture qui sont repris au compte de résultats (voir principe comptable V).

Tous les intérêts et les autres coûts encourus liés aux emprunts sont comptabilisés en résultat en tant que charges financières. Les frais d'intérêts relatifs aux paiements de leasing financier sont reconnus au compte de résultats en utilisant la méthode de taux d'intérêt effectif.

(2) Les frais de recherche et de développement, frais de publicité et de promotion et coûts de développement de systèmes informatiques

Les frais de recherche, de publicité et de promotion sont pris en résultat pendant l'exercice au cours duquel ils ont été encourus. Les frais de développement et de développement de systèmes informatiques sont pris en charges lorsqu'ils sont encourus s'ils ne satisfont pas aux critères d'immobilisations incorporelles (voir principes comptables E).

(V) INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société utilise des instruments financiers dérivés principalement afin de réduire les risques liés aux fluctuations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change, des prix des matières premières et d'autres risques de marché. Les règles adoptées par la société interdisent l'utilisation de tels instruments à des fins spéculatives. La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers à des fins commerciales.

Les instruments financiers dérivés sont valorisés initialement à leur valeur historique. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. La comptabilisation des pertes ou bénéfices non réalisés dépend de la nature des éléments couverts.

La juste valeur des taux d'intérêt "swaps" est la valeur estimée que la société recevrait ou paierait en exerçant le swap à la date de clôture, en tenant compte des taux d'intérêt actuels et de la solvabilité de la contrepartie du swap. La juste valeur d'un "forward exchange contract" est la valeur cotée en bourse à la date de clôture, donc la valeur actuelle du prix "forward" coté.

(1) Cash flow hedges

Si un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de flux de trésorerie d'une obligation reconnue, d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue de la société, la partie effective du profit ou de la perte réalisée sur l'instrument financier dérivé est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Si l'engagement ferme ou la transaction prévue dans le futur mène à la comptabilisation d'un élément d'actif ou de passif, les pertes ou les profits cumulés sont extraits de la rubrique "capitaux propres" et sont repris dans l'évaluation initiale de la valeur de l'élément d'actif ou de passif. Dans l'autre cas, les profits ou les pertes cumulés sont extraits de la rubrique "capitaux propres" et comptabilisés au compte de résultats en même temps que la transaction couverte. La partie non effective de la perte ou du profit réalisée sur l'instrument financier est reprise au compte de résultats. Les pertes et les profits provenant de la valeur temporaire de l'instrument financier dérivé sont repris au compte de résultats.

Si un instrument de couverture ou une relation de couverture est arrivé à échéance mais que la transaction couverte doit encore avoir lieu, le profit ou la perte cumulatif non réalisé à ce moment reste dans la rubrique "capitaux propres" et est comptabilisé suivant le principe ci-dessus quand la transaction a lieu. Si l'on s'attend à ce que la transaction couverte ne se produise pas, le profit ou la perte cumulatif non réalisé comptabilisé dans la rubrique "capitaux propres" est repris immédiatement au compte de résultats.

(2) Couverture d'éléments d'actif et de passif

Pour tout instrument financier dérivé couvrant l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette comptabilisée, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture est comptabilisé au compte de résultats. La valeur de l'élément couvert est également valorisée à la juste valeur attribuable au risque couvert. La perte ou le profit y étant relatif est comptabilisé au compte de résultats.

Les justes valeurs des éléments couverts, relatives au risque couvert, sont les valeurs comptables à la date de clôture converties en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

(3) Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère

Si une dette en monnaie étrangère couvre un investissement dans une entité étrangère, les écarts de conversion dus à la conversion de la dette en euros, seront comptabilisés directement en "Ecart de conversion" sous la rubrique "capitaux propres".

Si un instrument financier dérivé couvre un investissement net relatif à des opérations étrangères, la partie effective du bénéfice ou de la perte sur l'instrument financier sera comptabilisée directement en "Ecart de conversion" sous la rubrique "capitaux propres", la partie ineffective étant comptabilisée au compte de résultats.

(W) INFORMATION SECTORIELLE

Un secteur est une composante distincte du groupe qui s'est engagée à fournir des produits ou des services dans un environnement économique particulier (secteur géographique). Ses risques et sa rentabilité sont différents de ceux des autres secteurs. Le groupe est producteur d'un seul produit, les produits et les services rendus autres que la bière représentent moins de 10 % du chiffre d'affaires de la société. Ceci explique le choix de secteurs géographiques pour le reporting. Une segmentation entre les différentes bières produites ne fait pas partie de l'information financière interne. Par ailleurs, cette segmentation n'est pas réalisable, car les mêmes installations sont utilisées pour la production de différents types de bières et puisque la classification d'une bière entre "premium", "bières spéciales" et "bière standard" diffère d'un marché à un autre pour la même marque.

(X) CESSION D'ACTIVITÉS

Une cession d'activités est une composante dont la société se sépare ou arrête l'exploitation (agissant en vertu d'un plan déterminé) et qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

2. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est présentée en tenant compte des secteurs géographiques de la société, basés sur la localisation des clients. Les montants repris pour les sociétés holding et l'exportation globale se réfèrent aux clients localisés dans des pays où le groupe n'a pas de plate-forme industrielle. Les prix appliqués entre les secteurs sont déterminés selon le principe d'un marché concurrentiel.

Les résultats et les éléments d'actif et de passif des secteurs comprennent des éléments attribuables à un secteur, soit directement, soit repartis sur une base logique.

Millions d'euros	Amérique		Europe de l'Ouest		Europe Centrale et Europe de l'Est		Asie Pacifique		Bass		Sociétés Holding et exportations globales		Consolidé	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Chiffre d'affaires net	1.849	2.014	3.523	3.345	1.022	859	496	522	-	83	154	169	7.044	6.992
EBITDA	387	459	685	539	232	189	145	149	-	4	49	54	1.498	1.394
Bénéfice d'exploitation	272	340	334	218	113	75	76	65	-	(9)	44	39	839	728
Coûts financiers nets													(131)	(134)
Revenus des entreprises associées													35	71
Impôts sur le résultat													(185)	(162)
Intérêts minoritaires													(53)	(36)
Éléments exceptionnels													-	-
Bénéfice net													505	467
Actifs sectoriels	1.986	1.877	5.542	5.768	1.556	1.211	849	986	-	-	567	439	10.500	10.281
Participations détenues dans les entreprises associées													443	625
Éliminations inter-sectorielles													(388)	(278)
Actifs non alloués													428	518
Total de l'actif													10.983	11.146
Passifs sectoriels	543	560	1.679	1.799	355	260	230	281	-	-	371	371	3.178	3.271
Éliminations inter-sectorielles													(388)	(278)
Passifs non alloués													8.193	8.153
Total du passif													10.983	11.146
Dépenses brutes d'investissement	162	143	295	240	173	176	45	36	-	6	6	7	681	608
Dépréciations	-	-	-	17	-	11	3	1	-	-	-	-	3	29
Reprises de dépréciations	-	-	(4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4)	-
Amortissements des immobilisations corporelles	78	82	256	225	115	108	51	67	-	11	3	11	503	504
Amortissements des immobilisations incorporelles	37	37	99	79	4	(3)	15	17	-	2	2	4	157	136

En accord avec la nouvelle structure de management, les marchés émergents ont été scindés en Europe Centrale, Europe de l'Est et Asie pacifique. Par conséquent, les chiffres de 2002 ont été adaptés.

3. ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES

Millions d'euros	2003 Acquisitions	2003 Cessions	2002 Acquisitions	2002 Cessions
Actifs non circulants				
Immobilisations corporelles	123	-	598	(529)
Immobilisations incorporelles autres que le goodwill	6	-	18	-
Emprunts portant intérêts	1	-	-	-
Participations détenues dans les entreprises associées	-	-	26	(33)
Placements	-	-	106	(3)
Impôts différés "actifs"	1	-	27	-
Avantages du personnel	-	-	-	(287)
Créances	-	-	71	(334)
Actifs circulants				
Emprunts portant intérêts	-	-	54	-
Placements	-	-	31	-
Stocks	24	-	42	(159)
Impôts sur le résultat à récupérer	-	-	5	-
Créances commerciales et autres	25	-	121	(178)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	119	-	57	(132)
Intérêts minoritaires	(40)	-	(71)	-
Dettes à long terme				
Emprunts portant intérêts	(5)	-	(33)	17
Avantages du personnel	-	-	(77)	5
Subventions	-	-	-	1
Provisions	(3)	-	-	6
Impôts différés "passifs"	(2)	-	(113)	143
Dettes à court terme				
Emprunts portant intérêts	(2)	-	(56)	15
Impôts sur le résultat à payer	(3)	-	(21)	20
Dettes commerciales et autres	(37)	-	(221)	458
Provisions	(2)	-	(13)	-
Actifs et passifs nets identifiables	205	-	551	(990)
Goodwill sur les acquisitions	166	-	1.759	(990)
Goodwill sur l'augmentation des participations	92	-	10	-
Diminution des intérêts minoritaires	61	-	37	-
Perte/(bénéfice) sur cessions	-	-	-	(2)
Partie des acquisitions payées au cours de l'exercice précédent	(22)	-	-	-
Contreparties payées/(reçues), en cash	502	-	2.357	(1.982)
Cash (acquis)/payé	(119)	-	(57)	132
Cash outflow/(inflow) net	383	-	2.300	(1.850)

En 2003, les principales acquisitions ont été les suivantes :

- En avril, achat de 70 % des titres du groupe KK en Chine pour 22m d'euros. Le goodwill s'élève à 18m d'euros.
- En août, achat de 100 % des titres de Kombinat Napitkov qui possède une brasserie située à Novocheboksarsk en République Tchouvache. Le prix payé est de 32m euros et le goodwill qui en résulte s'élève à 10m d'euros.
- En Octobre, achat de 87,36 % des titres d'Apatinska Pivara Apatin en Serbie pour un montant de 271m d'euros. Le goodwill s'élève à 118m d'euros. Complémentairement au prix payé, Interbrew a émis trois emprunts garantis afin d'assurer la bonne fin de son engagement de respecter les programmes d'investissement et de marketing ainsi que le plan social d'Apatin. A travers ces trois emprunts garantis, Interbrew s'est engagé à investir les montants convenus pour ce qui des investissements sur une période de 7 ans, et pour les dépenses de marketing sur une période de 5 ans et se conformer au plan social de 5 ans pour ce qui est de la sécurité d'emploi, les conditions de travail et les avantages du personnel. L'intention du management est de suivre le développement souhaité des activités d'Apatin, et donc de se conformer aux engagements. Dès lors, aucune provision ou passif éventuel n'a été comptabilisé.

Les filiales acquises sont reprises dans les états financiers consolidés suivant la méthode de prix d'achat.

Le goodwill comptabilisé sera amorti sur une période de 20 ans. En raison de la complexité des sociétés acquises, la juste valeur des actifs et passifs identifiables est provisoire au 31 décembre 2003 et est sujette à de possibles révisions en 2004.

Principales augmentations de participations réalisées en 2003 :

- Interbrew a acquis des titres supplémentaires de Brauergilde (0,41 %) et ses filiales (Gilde Brauerei 14,6 %, Hasseröder Brauerei 14,6 %, Hofbrauhaus Wolters 18,0 %) pour un montant total de 91m d'euros. Le goodwill s'élève à 59m d'euros et sera amorti en 40 ans.
- L'acquisition de 20 % de titres supplémentaires de Jinling (Chine) pour un montant de 1m d'euro dégageant un goodwill de 2m d'euros à amortir en 20 ans.
- L'achat de titres de SUN Interbrew Limited soit une augmentation de notre participation de 3,63 % pour un montant de 23m d'euros. Le goodwill s'élève à 8m d'euros à amortir en 20 ans.
- L'achat de 42,53 % des titres de la brasserie Yantar (Ukraine) pour un montant de 32m d'euros dégageant un goodwill de 22m d'euros à amortir en 20 ans.
- D'autres acquisitions relatives à des titres supplémentaires appartenant à des actionnaires minoritaires en Europe Centrale et au Luxembourg ont été réalisées de même que des investissements relatifs à l'acquisition de sociétés de distribution en France et en Belgique. En Belgique, les investissements s'élèvent à 16m d'euros dégageant un goodwill de 14m d'euros. En France, les investissements s'élèvent à 7m d'euros dégageant un goodwill de 7m d'euros. Le goodwill des sociétés de distribution est amorti sur une période de 5 ans.

4. AUTRES PRODUITS/CHARGES D'EXPLOITATION

Millions d'euros	2003	2002
Reprise de provisions non utilisées	23	27
Plus-values/(moins values) sur la cession d'immobilisations corporelles	20	15
Produits/(charges) net(te)s de location	29	24
Dotations aux autres provisions	(30)	(50)
Autres produits/(charges) net(te)s d'exploitation	28	20
Amortissements et dépréciations du goodwill	(120)	(106)
	(50)	(70)
Frais de recherche et de développement exposés	14	15

5. CHARGES SALARIALES ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX

Millions d'euros	2003	2002
Salaires et appointements	906	932
Cotisations obligatoires à la sécurité sociale	180	175
Autres frais salariaux	114	78
Contributions aux plans de pension de type cotisations définies	3	5
Augmentation de la dette pour des plans de pension de type prestations définies	71	59
Mouvement des actifs pour des plans de pension de type prestations définies	27	21
	1.301	1.270
Nombre d'équivalents temps plein	38.224	35.044

6. COMPLÉMENT D'INFORMATION SUR LES CHARGES OPÉRATIONNELLES PAR NATURE

Amortissements et dépréciations sont inclus sous les rubriques mentionnées ci-dessous du compte de résultats de 2003.

Millions d'euros	Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles autres que goodwill	Amortissements et dépréciations du goodwill
Coûts des ventes	359	2	-
Frais de distribution	32	-	-
Frais commerciaux et de marketing	74	27	-
Frais administratifs	37	8	-
Autres revenus/frais d'exploitation	-	-	120
	502	37	120

7. COÛTS FINANCIERS NETS

Millions d'euros	2003	2002
Produits d'intérêts	45	31
Charges d'intérêts	(152)	(147)
Dividendes reçus des entreprises non consolidées	4	5
Produits/(pertes) net(te)s de change	(21)	(16)
Réévaluation d'instruments dérivés à leur juste valeur	-	(7)
Gains/(pertes) net(te)s sur la vente d'actifs financiers	1	3
Bénéfices/pertes net(te)s du(e)s à l'inflation galopante	3	9
Autres, y compris les frais bancaires	(11)	(12)
	(131)	(134)

8. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Millions d'euros	2003	2002
REPRIS AU COMPTE DE RÉSULTATS		
Charges d'impôts courants		
Exercice en cours	(131)	(172)
(Reprises)/compléments de provision des exercices précédents	8	4
	(123)	(168)
(Charges)/produits d'impôts différés		
Sur/(sous) estimations des exercices précédents	4	-
Création et reprise des différences temporaires	(55)	(20)
Utilisation des pertes des exercices précédents	(16)	-
Impôt différé calculé sur les pertes de l'exercice	5	26
	(62)	6
Total de la charge d'impôts reprise au compte de résultats	(185)	(162)
Bénéfice avant impôts	743	665
Moins les revenus des entreprises associées	(35)	(71)
Bénéfice avant impôts et revenus des entreprises associées	708	594
Taux d'imposition effectif	26,1%	27,3%
RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF		
Bénéfice avant impôts et revenus des entreprises associées	708	594
Ajustements de la base taxable		
Amortissements du goodwill et des immobilisations incorporelles non déductibles	89	69
Charges non déductibles fiscalement	81	99
Dividendes non taxables résultant d'investissements dans des entreprises non consolidées	(4)	(4)
Produits financiers et autres produits non taxables	(21)	(31)
	853	727
Taux moyen d'imposition du groupe	32,1%	34,8%
Impôts au taux moyen	(274)	(253)
Ajustements des charges d'impôts		
(Utilisation)/comptabilisation des taxes sur pertes fiscales non comptabilisées précédemment	-	(1)
(Reprises)/compléments de provision des exercices précédents	12	4
Crédit d'impôts	1	1
Crédit d'impôts émanant de statuts fiscaux spéciaux	94	109
Changement des taux d'imposition	(4)	(10)
Autres ajustements d'impôts, principalement les précomptes	(14)	(12)
	(185)	(162)
IMPÔTS DIFFÉRÉS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT DANS LES CAPITAUX PROPRES		
Millions d'euros	2003	2002
Changement des principes comptables	-	17
Changement de la juste valeur des actifs et des passifs de sociétés acquises en 2002 (comptabilisé dans le goodwill)	27	-
Sur la partie effective des changements de la juste valeur dans le cash flow hedge	-	(2)

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Millions d'euros	Terrains et constructions et équipements	Installations et équipements	Mobilier et agencements	En construction	Total
Coûts d'acquisition					
Solde au terme de l'exercice précédent	1.960	4.236	1.271	173	7.640
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(101)	(190)	(30)	(11)	(332)
Acquisitions par voie de regroupement d'activités	59	125	7	6	197
Autres acquisitions	62	294	96	92	544
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	10	51	20	(94)	(13)
Cessions	(57)	(162)	(63)	-	(282)
Autres mutations	9	(44)	(3)	-	(38)
Solde au terme de l'exercice	1.942	4.310	1.298	166	7.716
Amortissements et dépréciations					
Solde au terme de l'exercice précédent	(730)	(2.523)	(875)	-	(4.128)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	18	93	18	-	129
Acquisitions par voie de regroupement d'activités	(24)	(48)	(2)	-	(74)
Amortissements	(73)	(315)	(116)	-	(504)
Dépréciations	(2)	(1)	-	-	(3)
Reprise de dépréciation	-	4	-	-	4
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	(5)	5	-	-	-
Cessions	26	141	51	-	218
Autres mutations	(19)	-	3	-	(16)
Solde au terme de l'exercice	(809)	(2.644)	(921)	-	(4.374)
Valeur nette comptable					
Au 1^{er} janvier 2003	1.230	1.713	396	173	3.512
Au 31 décembre 2003	1.133	1.666	377	166	3.342

ELÉMENTS D'ACTIFS EN LEASING

Le groupe possède des terrains et constructions et également des installations et équipements en leasings financiers.

La valeur nette comptable des terrains et constructions sous contrats de leasing atteint, au 31 décembre 2003, 13,1m d'euros (en 2002: 13,9m d'euros) et celle des installations et équipements s'élève à 5,6m d'euros (en 2002: 9,5m d'euros).

10. GOODWILL

Millions d'euros	
Coûts d'acquisition	
Solde au terme de l'exercice précédent	4.033
Acquisitions par voie de regroupement d'activités	258
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(105)
Ajustements provenant de l'identification ou de changements de valeur d'actifs et de passifs identifiables	38
Solde au terme de l'exercice	4.224
Amortissements et dépréciations	
Solde au terme de l'exercice précédent	(375)
Amortissements de l'exercice	(120)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	15
Solde au terme de l'exercice	(480)
Valeur nette comptable	
Au 1^{er} janvier 2003	3.658
Au 31 décembre 2003	3.744

Etant donné la complexité des sociétés acquises, les justes valeurs des actifs et passifs identifiables de Beck and Co et de Brauergilde Hannover AG, acquises en 2002, ont été estimées en décembre 2002. Ces actifs nets ont été revus en 2003 et ont dégagé des goodwills supplémentaires de 33m d'euros pour Brauergilde Hannover AG et de 5m d'euros pour Beck and Co. Ces goodwills sont amortis sur une période de 20 ans.

11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES AUTRES QUE GOODWILL

Millions d'euros	Brevets et Licences	Frais de Développement	Acomptes versés	Total
Coûts d'acquisition				
Au terme de l'exercice précédent	305	-	3	308
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(21)	-	-	(21)
Acquisitions par voie de regroupements d'activités	6	-	-	6
Acquisitions	133	-	4	137
Cessions	(18)	-	-	(18)
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	10	-	(3)	7
Au terme de l'exercice	415	-	4	419
Amortissements et dépréciations				
Au terme de l'exercice précédent	(175)	-	-	(175)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	2	-	-	2
Amortissements de l'exercice	(37)	-	-	(37)
Cessions	16	-	-	16
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	3	-	-	3
Au terme de l'exercice	(191)	-	-	(191)
Valeur nette comptable				
Au 1^{er} janvier 2003	130	-	3	133
Au 31 décembre 2003	224	-	4	228

12. PARTICIPATIONS DÉTENUES DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Au 31 décembre 2003, le groupe détenait la participation importante dans l'entreprise associée suivante :

	Intérêts du groupe
Mexique	
Femsa Cerveza	30,00%

Cette participation est comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence.

En avril 2003, Interbrew a vendu sa participation minoritaire de 28,91 % dans la Brasserie Namibia au prix de 31m d'euros. Ce montant a été payé en juillet 2003, après l'accord de la Commission Européenne. Une plus-value de 5m d'euros a été réalisée et comptabilisée au crédit du goodwill de Beck.

13. PLACEMENTS

Millions d'euros	2003	2002
Placements à long terme		
Titres de capitaux propres destinés à la vente	240	240
Titres d'emprunts détenus jusqu'à l'échéance	7	37
	247	277
Placements à court terme		
Titres de capitaux propres destinés à la vente	-	1
Titres d'emprunts détenus jusqu'à l'échéance	-	30
	-	31

Les titres de capitaux propres à long terme destinés à la vente comprennent la part d'Interbrew dans Pivovarna Union (Slovénie) pour 77m d'euros, dans le groupe Damm (Espagne) pour 85m d'euros, Guangzhou Zhujiang Brewery (Chine) pour 18m d'euros et une caution de 42m d'euros qui garantit notre "call option" sur la part restante de 50 % du Lion's Group (se référer à l'annexe 30).

14. CRÉANCES À LONG TERME

Millions d'euros	2003	2002
Créances commerciales	34	12
Garanties	19	24
Autres créances	271	309
	324	345

L'option permettant l'achat, en 2006, de 5 % de participations additionnelles dans notre filiale coréenne, Oriental Breweries, est comptabilisée sous la rubrique "autres créances", pour un montant de 22,7m d'euros.

Conformément aux normes IFRS, cette option est considérée comme un instrument dérivé. Néanmoins, l'option est comptabilisée à son coût d'achat car il n'y a pas de prix disponible sur un marché coté actif et que, d'autre part, les autres méthodes utilisées pour l'estimation de la juste valeur dépendent de l'application de critères de benchmark et de multiplicateurs qui peuvent rendre le changement de valeur tellement significatif que leur utilité pour des buts comptables peut être remise en question.

Doosan Corporation a transféré tous ses droits, titres, intérêts et bénéfices liés à une participation d'environ 45 % dans Oriental Breweries, à Hops Coöperative U.A., une coopérative de droit néerlandais. Interbrew a vendu une option "put" européenne à Merrill Lynch International et ce dernier a vendu une option "call" américaine sur les actions de Hops à Interbrew. Le "put" a été exercé automatiquement le 7 janvier 2004 à un prix d'exercice de 612m d'euros (se référer à l'annexe 30 "Evénements importants survenus après la date de clôture").

15. IMPÔTS DIFFÉRÉS

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Millions d'euros	Actifs		Passifs		Net	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Immobilisations corporelles	29	44	(257)	(265)	(228)	(221)
Immobilisations incorporelles	10	3	(48)	(31)	(38)	(28)
Autres placements	1	-	(32)	(38)	(31)	(38)
Stocks	2	2	(5)	(10)	(3)	(8)
Emprunts portant intérêts	11	11	(1)	-	10	11
Avantages du personnel	60	69	(2)	(1)	58	68
Provisions	30	44	(10)	(5)	20	39
Autres éléments	30	22	(3)	(5)	27	17
Valeur fiscale des pertes reportées utilisées	103	117	-	-	103	117
Impôts différés bruts actifs/(passifs)	276	312	(358)	(355)	(82)	(43)
Compensation fiscale	(107)	(113)	107	113	-	-
Impôts différés nets actifs/(passifs)	169	199	(251)	(242)	(82)	(43)

DIFFÉRENCES TEMPORAIRES POUR LESQUELLES AUCUN IMPÔT DIFFÉRÉ PASSIF N'EST RECONNU

Au 31 décembre 2003, un impôt différé passif de 4m d'euros relatif à un placement dans une filiale n'a pas été comptabilisé parce que la direction estime que cette obligation ne sera pas réalisée dans un futur proche.

DIFFÉRENCES TEMPORAIRES POUR LESQUELLES AUCUN IMPÔT DIFFÉRÉ ACTIF N'EST RECONNU

Les pertes fiscales reportées pour lesquelles aucun impôt différé actif n'est reconnu s'élèvent à 170m d'euros (2002: 145m d'euros).

Des impôts différés actifs n'ont pas été comptabilisés pour les éléments ci-dessus car il n'est pas certain qu'un bénéfice imposable futur soit suffisant pour permettre aux filiales la récupération de ces pertes fiscales.

16. STOCKS

Millions d'euros	2003	2002
Acomptes versés	16	11
Matières premières et auxiliaires	200	189
En-cours de fabrication	70	81
Produits finis	115	97
Marchandises	59	66
	460	444
Stocks autres que les en-cours de fabrication		
Stocks comptabilisés à la valeur nette de réalisation	1	10
Valeur comptable des stocks sujets à des garanties en faveur de créanciers	6	9

Le coût des inventaires comptabilisé en charges, sous la rubrique coût des ventes, en 2003, s'élevait à 2.381m d'euros.

17. CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Millions d'euros	2003	2002
Créances commerciales	1.171	1.212
Intérêts à recevoir	15	9
Impôts à récupérer (à l'exception de l'impôt sur le résultat)	32	33
Instruments financiers dérivés avec une juste valeur positive	20	59
Autres créances	271	259
	1.509	1.572

18. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Millions d'euros	2003	2002
Dépôts en banque à court terme	75	67
Comptes courants bancaires	367	144
Caisse	3	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	445	215
Découverts bancaires	(85)	(122)
	360	93

L'augmentation de 223m d'euros des comptes bancaires s'explique principalement par deux raisons :

- Un avoir de 105m d'euros sur le compte courant bancaire de la société "Apatinska Pivara Apatin", filiale serbe acquise en octobre 2003. La politique du groupe n'est pas de placer un tel montant en cash sur un compte d'une banque ne possédant pas de "rating" (le rating le plus haut pour une banque Serbe est le rating du pays). Des mesures ont été prises pour régulariser ces comptes bancaires serbes afin qu'ils présentent des soldes normaux.
- Un compte bloqué de 104m d'euros détenu pour l'acquisition du groupe Lion (se référer à l'annexe 30 "Événements importants survenus après la date de clôture").

19. CAPITAL ET RÉSERVES

RÉCONCILIATION DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

Millions d'euros	Capital souscrit	Primes d'émission	Actions de trésorerie	Ecart de conversion	Réserve pour opérations de couverture	Résultats reportés	Total
Au 1^{er} janvier 2002	332	3.209	-	533	(8)	752	4.818
Pertes et profits pris(es) en compte	-	-	-	(431)	-	467	36
Changement de la devise de présentation	-	-	-	20	-	(52)	(32)
Autres éléments comptabilisés directement aux capitaux propres	-	-	(6)	-	-	(1)	(7)
Actions émises	1	3	-	-	-	-	4
Dividendes payés aux actionnaires	-	-	-	-	-	(125)	(125)
Au 31 décembre 2002	333	3.212	(6)	122	(8)	1.041	4.694
Pertes et profits pris(es) en compte	-	-	-	(342)	2	505	165
Actions émises	-	3	-	-	-	-	3
Dividendes payés aux actionnaires	-	-	-	-	-	(142)	(142)
Au 31 décembre 2003	333	3.215	(6)	(220)	(6)	1.404	4.720

CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION

Millions d'actions	2003	2002
Emises au 1 ^{er} janvier	431,6	431,1
Emises pour cash	0,4	0,5
Emises au 31 décembre	432,0	431,6

Le capital autorisé est constitué de 643.896.104 actions ordinaires pour un montant de 495,8m d'euros, un total de 333m d'euros est déjà souscrit. Il s'agit d'actions sans dénomination de valeur nominale. Les propriétaires d'actions ordinaires ont le droit de recevoir des dividendes et ont droit à une voix par action aux assemblées générales des actionnaires de la société.

Warrants

Au 31 décembre 2003, 8.975 warrants pour un total de 3.590.000 actions étaient en circulation au prix d'exercice moyen de 3,30 euros par action. Parmi ces warrants, 6.229 représentant 2.491.600 actions, au prix d'exercice moyen de 2,92 euros par action, sont la propriété du groupe et ces droits ne seront jamais exercés. L'émission ne peut dépasser les limites du capital autorisé et doit remplir les conditions de limitation ou de suppression des droits préférentiels des actionnaires.

Dividendes

Le 2 mars 2004, un dividende de 156m d'euros, correspondant à 0,36 euro par action a été proposé par le Conseil d'Administration. L'affectation du résultat n'a pas été comptabilisée dans les états financiers au 31 décembre 2003.

Ecart de conversion

Les écarts de conversion comprennent d'une part tous les écarts de conversion provenant de la conversion des états financiers de sociétés étrangères, et d'autre part tous les écarts de conversion provenant de la conversion des dettes et éléments de couverture des instruments dérivés couvrant les placements nets du groupe dans des filiales étrangères.

Réserves de couverture

Les réserves de couverture comprennent la partie effective du changement cumulatif net de la juste valeur de tous les "cash flow hedges" pour lesquels la transaction couverte n'a pas encore eu lieu.

20. BÉNÉFICE PAR ACTION

BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le calcul du bénéfice net par action est basé sur le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires, c'est-à-dire 505m d'euros (2002: bénéfice net de 467m d'euros) et sur la moyenne pondérée du nombre total d'actions ordinaires en circulation pendant l'année, calculée comme suit :

MOYENNE PONDÉRÉE DU NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES

Millions d'actions	2003	2002
Actions ordinaires émises au 1 ^{er} janvier	431,6	431,1
Impact des actions émises	0,1	0,3
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires au 31 décembre	431,7	431,4

BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION

Le calcul du bénéfice net dilué par action est basé sur le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires c'est-à-dire 505m d'euros (2002: bénéfice net de 467m d'euros) et sur la moyenne pondérée du nombre d'actions (diluées) en circulation pendant l'année, calculée comme suit :

MOYENNE PONDÉRÉE DU NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES (DILUÉES)

Millions d'actions	2003	2002
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires au 31 décembre	431,7	431,4
Impact des options d'achat d'actions émises	2,1	3,1
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires (diluées) au 31 décembre	433,8	434,5

21. EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS

Cette annexe reprend les termes contractuels des emprunts portant intérêts. Pour de plus amples informations concernant l'exposition de la société aux risques de taux d'intérêt et de change, se référer à l'annexe 25.

DETTES À LONG TERME

Millions d'euros	2003	2002
Emprunts bancaires garantis	1	6
Emprunts bancaires non garantis	1.192	1.156
Obligations émises non garanties	989	244
Autres emprunts non garantis	8	8
Dettes de leasing financier	10	19
	2.200	1.433

DETTES À COURT TERME

Millions d'euros	2003	2002
Emprunts bancaires garantis	2	-
Emprunts bancaires non garantis	574	1.244
Autres emprunts non garantis	6	25
Lignes de crédit bancaires non garanties	23	44
Dettes de leasing financier	7	7
	612	1.320

TABEAU D'ÉCHÉANCE ET DE REMBOURSEMENT DES DETTES

Millions d'euros	Total	1 an ou moins	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires garantis	3	2	-	1	-
Emprunts bancaires non garantis	1.766	574	212	973	7
Obligations émises non garanties	989	-	26	290	673
Autres emprunts non garantis	14	8	4	2	-
Lignes de crédit bancaires non garanties	23	23	-	-	-
Dettes de leasing financier	17	7	4	2	4
	2.812	614	246	1.268	684

DETTES DE LEASING FINANCIER

Millions d'euros	Paiements 2003	Intérêts 2003	Principal 2003	Paiements 2002	Intérêts 2002	Principal 2002
Echéant dans l'année	7	-	7	8	1	7
A plus d'un an et 5 ans au plus	7	1	6	17	4	13
A plus de 5 ans	5	1	4	10	4	6
	19	2	17	35	9	26

22. AVANTAGES DU PERSONNEL

Interbrew participe à des plans de pension, de prépension, d'assistance médicale et à des plans dits "long term benefits" dans plusieurs pays dans lesquels le groupe exerce ses activités. Ces avantages sont comptabilisés conformément à l'IAS19 et sont considérés comme "post-employment" et "long-term benefit plans". Au 31 décembre 2003, la dette nette des obligations du groupe pour les avantages "post-employment" et "long-term benefit plans" s'élevait à 269m d'euros.

Millions d'euros	2003	2002
Valeur actuelle des obligations de pension couvertes par des fonds	(1.485)	(1.261)
Juste valeur des actifs du plan	1.094	904
Valeur actuelle des obligations nettes couvertes par des fonds	(391)	(357)
Valeur actuelle des obligations de pension non couvertes par des fonds	(254)	(231)
Valeur actuelle des obligations nettes	(645)	(588)
Bénéfices actuariels non reconnus	(4)	(2)
Pertes actuarielles non reconnues	360	281
Coûts des services passés non reconnus	20	12
Actifs/(passifs) nets comptabilisés au bilan	(269)	(297)
Dettes comptabilisées au bilan	(300)	(329)
Actifs comptabilisés au bilan	31	32

En 2003, l'augmentation des actifs du plan était de 136m d'euros contre une diminution de 92m d'euros en 2002.

OBLIGATIONS LIÉES AUX PLANS DE PENSION DE TYPE CONTRIBUTIONS DÉFINIES

Dans le cadre des plans de pension de type contributions définies, Interbrew paie des contributions à des fonds de pension publics ou privés, ou souscrit des contrats d'assurance. Lorsque les contributions ont été payées, Interbrew n'a plus d'obligation. Les paiements sont des charges de l'année au cours de laquelle ils sont dus. En 2003, le total des dépenses s'élevait à 3m d'euros.

OBLIGATIONS LIÉES AUX PLANS DE PENSION DE TYPE PRESTATIONS DÉFINIES

Le groupe participe à 49 plans de pension de type prestations définies, dont 38 concernent des plans de pension sous forme de système "paie finale" et 11 plans de pension sont relatifs à l'assistance médicale. En 2003, le total des dépenses du groupe s'élevait à 98m d'euros. Les actifs des plans de pension ne comprennent pas des actions émises par la société, ni des biens de la société.

MOUVEMENTS DES DETTES NETTES PRISES EN COMPTE AU BILAN

Millions d'euros	2003	2002
Actifs/(dettes) net(te)s au 1^{er} janvier	(297)	6
Changements du périmètre ¹	(8)	(359)
Cotisations reçues	132	103
Charges comptabilisées au compte de résultats	(98)	(80)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	2	33
Actifs/(dettes) net(te)s au 31 décembre	(269)	(297)

CHARGES COMPTABILISÉES AU COMPTE DE RÉSULTATS

Millions d'euros	2003	2002
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	(46)	(48)
Charges d'intérêts relatives aux obligations	(94)	(94)
Rendement attendu des actifs du plan	71	82
Coûts reconnus des services passés	(14)	(12)
Bénéfices/(pertes) actuariel(le)s	(12)	(4)
Bénéfices/(pertes) résultant d'accord de fin de contrat ou conclusion d'une obligation	(3)	(4)
	(98)	(80)

Les coûts des plans de pension pour la période sont inclus dans les rubriques suivantes du compte de résultats :

Millions d'euros	2003	2002
Coûts des ventes	(29)	(36)
Frais de distribution	(21)	(12)
Frais commerciaux et de marketing	(17)	(12)
Frais administratifs	(32)	(15)
Autres revenus/(frais) d'exploitation	1	(1)
Coûts de restructuration	-	(4)
	(98)	(80)

DETTES RELATIVES AUX OBLIGATIONS LIÉES AUX PLANS DE PENSION DE TYPE PRESTATIONS DÉFINIES

Hypothèses actuarielles principales à la date de clôture (exprimées en moyennes pondérées) :

	2003	2002
Taux d'actualisation au 31 décembre	5,7%	6,2%
Taux de rendement attendu des actifs du plan au 31 décembre	7,5%	7,5%
Taux prévu des augmentations salariales	3,0%	3,1%
Taux prévu des augmentations des pensions	1,0%	2,1%
Taux d'évolution des coûts médicaux	10% p.a., réduit de 0,5% p.a., réduit à 5% et 4% pour litiges dentaires	9% p.a., réduit de 0,5% p.a., réduit à 5% et 4% pour litiges dentaires

⁽¹⁾ Constatation des modifications de la juste valeur des actifs et passifs identifiables des sociétés acquises en 2002.

AVANTAGES LIÉS À LA RÉMUNÉRATION EN ACTIONS OU AU DROIT D'INSCRIPTION D'ACTIONS

En 1999, le groupe a établi un programme "long term incentive" (LTI) pour les cadres supérieurs. Conformément à ce programme, les droits de souscription sont offerts gratuitement aux cadres supérieurs et éventuellement aux directeurs. Chaque droit de souscription donne le droit au propriétaire de souscrire à une nouvelle action ordinaire d'Interbrew SA en payant le prix moyen du cours de bourse des 30 jours précédents l'offre.

Ces droits ne peuvent être exercés, en principe, qu'à partir de la fin de la troisième année de la notification de leur offre, jusqu'à la fin de la dixième année de la notification de leur offre. L'émission des droits est en accord avec les intérêts de la société et de ses actionnaires, puisqu'ils ont pour but de motiver, à long terme, la direction de la société.

Millions d'options	2003	2002
Options au 1 ^{er} janvier	9,5	6,8
Options émises au cours de l'exercice	0,7	3,0
Options exercées au cours de l'exercice	(0,2)	-
Options annulées au cours de l'exercice	(0,1)	(0,3)
Options au 31 décembre	9,9	9,5

Le prix moyen pondéré des options à exécuter est de 21,70 euros par action (2002: 21,56 euros par action).

23. PROVISIONS

Millions d'euros	Restructuration	Litiges	Autres	Total
Solde d'ouverture	182	13	139	334
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(5)	-	(3)	(8)
Changement du périmètre de consolidation	-	-	5	5
Provisions constituées	19	2	18	39
Provisions utilisées	(49)	(1)	(23)	(73)
Provisions reprises	(5)	(4)	(14)	(23)
Autres mouvements	(1)	3	11	13
Solde de clôture	141	13	133	287
Solde de clôture à long terme	77	7	116	200
Solde de clôture à court terme	64	6	17	87
	141	13	133	287

24. DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Millions d'euros	2003	2002
Dettes commerciales	702	710
Dettes salariales et sociales	201	197
Impôts à payer (à l'exception de l'impôt sur le résultat)	366	410
Intérêts à payer	25	13
Emballages consignés	241	230
Garanties reçues	2	2
Instruments financiers dérivés avec des justes valeurs négatives	102	38
Dividendes à payer	2	1
Autres dettes	315	339
	1.956	1.940

25. INSTRUMENTS FINANCIERS

TERMES, CONDITIONS ET RÈGLES D'ÉVALUATION

Le groupe est exposé au cours de l'exercice normal de son activité à des risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de matières premières. Afin d'atténuer ces risques, le groupe utilise des instruments financiers dérivés. Les dérivés sont des instruments dont la valeur fluctue en fonction d'un ou plusieurs actifs sous-jacents se référant à des prix ou indices tels que les swaps, les contrats dits "forward contracts", les contrats "futures" et les options. Les dérivés génèrent des droits et des obligations qui transfèrent partiellement ou totalement un ou plusieurs risques financiers inhérents à des instruments financiers primaires sous-jacents entre les parties impliquées. La politique du groupe relative à la gestion des risques interdit l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales. Toutefois, les dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont comptabilisés comme des instruments commerciaux.

Les principaux instruments financiers destinés à couvrir les risques de change sont les contrats dits "Forward exchange contracts" et les "Cross Currency Swaps". Les options sont également utilisées mais dans une moindre mesure. En utilisant ces instruments financiers dérivés, l'objectif du groupe est d'éliminer ou d'atténuer les risques liés aux monnaies étrangères à savoir les créances (prévues), les dettes (prévues), les intérêts intergroupe, les dividendes, les licences et les royalties, les "management fees" et d'assurer les prévisions des résultats.

Les swaps d'intérêt, les "collars" et les contrats dits "forward rate agreements" sont utilisés pour couvrir les risques des taux de change en fixant ou en limitant les taux d'intérêt variables existants ou en couvrant la juste valeur exposée par des dettes à taux fixe.

Le risque concernant les matières premières est évalué annuellement et couvre les risques identifiés en utilisant une combinaison de contrats à taux fixes, des "futures" et d'autres contrats dérivés.

Le tableau ci-après donne un aperçu de la date d'échéance des instruments financiers existants au 31 décembre 2003. Les montants indiqués dans ce tableau sont les montants repris aux contrats.

Millions d'euros

Dérivés	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Monnaies étrangères			
Forwards	427	-	-
Options	19	-	-
Taux d'intérêts			
Swaps	73	697	-
Cross currency swaps	-	128	930
Forward rate agreements	360	-	-
Options (collars)	181	25	-
Matières premières			
Futures (pour les grains)	2	-	-

RISQUE DES FLUCTUATIONS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

L'influence des taux de change des investissements nets dans des opérations autonomes en monnaies étrangères et l'actif net des opérations monétaires dans les pays où prévaut une inflation galopante ne représente pas de risque économique réel pour le groupe étant donné qu'aucune intention de convertir les éléments d'actif en passif vers la monnaie de référence ne subsiste.

Le groupe encourt un risque de change concernant les ventes (prévues), les achats (prévus), les royalties, les dividendes, les licences, les "management fees", les placements et les emprunts qui sont libellés dans une devise autre que l'euro. Les monnaies qui sont sujettes à risque sont principalement le dollar américain, le dollar canadien et la livre sterling.

Le groupe suit la méthode décrite dans la "Politique de gestion financière des risques" pour couvrir le risque d'exposition au niveau opérationnel. Cela signifie que le risque d'exposition qui résulte des opérations normales entre pays et qui peut raisonnablement être prévu sera souvent couvert à 100 % pour les douze prochains mois. Le risque du groupe qui résulte des intérêts intersociétés, des intérêts de tiers, des dividendes, des royalties, des licences et des "management fees" sera couvert à 100 % pour les six premiers mois et à 50 % pour les six mois suivants.

Cash flow hedges

Le groupe utilise principalement des contrats "forward exchange" dont les échéances sont à moins d'un an pour limiter les risques de change résultant des ventes (prévues), des achats (prévus), des intérêts intergroupe, des dividendes, des royalties, les licences et des "management fees".

Une fois toutes les conditions rencontrées, le groupe applique la méthode dite des “cash flow hedge accounting”. La partie des bénéfices ou des pertes sur les instruments financiers qui est déterminée comme étant une couverture effective est comptabilisée directement en capitaux propres. Sur base de cette méthode “cash flow hedge”, un profit de 15,7m d’euros a été comptabilisé directement aux capitaux propres au 31 décembre 2003.

Le montant des couvertures économiques pour lesquelles aucune méthode “hedge accounting” n’a été appliquée, est directement comptabilisé au compte de résultats. Pour 2003, ce montant s’élevait à 1 m d’euro de bénéfice.

Le tableau ci-après donne une indication sur la situation des monnaies étrangères du groupe au 31 décembre 2003 relative aux expositions du groupe au niveau opérationnel pour les principaux couples de monnaies. Les positions ouvertes sont le résultat de l’application de la politique du groupe.

Millions d’euros	Exposition totale	Dérivés	Positions ouvertes
Dollar américain/euro	77	77	-
Dollar canadien/euro	176	132	44
Livre sterling/euro	189	178	11

Net investment hedges

Le groupe utilise pour l’euro/livre sterling des swaps de taux d’intérêt dits “Cross Currency Interest Rate Swaps” (CCIRS- montant nominal 180m d’euros de livre sterling) de façon à couvrir l’exposition aux monnaies étrangères du groupe pour ce qui est de son investissement dans les filiales du Royaume-Uni (Nimbuspath). Au 31 décembre 2003, la couverture de l’investissement net dans Nimbuspath a été fixée comme étant la partie effective avec pour conséquence que la partie effective des modifications de la juste valeur du “CCIRS” attribuable au risque couvert a été comptabilisée aux capitaux propres.

Pour la description de la couverture de risque en monnaies étrangères relative au placement privé, prière de se référer à la rubrique “Couverture placement privé”.

RISQUE DE TAUX D’INTÉRÊT

La politique adoptée par le groupe exige qu’au moins 45 % de l’exposition de la dette totale aux variations de taux d’intérêt soit couverte sur base de sa date d’échéance moyenne. Cette politique exige que le groupe n’ait jamais plus de 80 % de ses dettes totales fixées. Le but de cette politique est d’atteindre un équilibre optimal entre des frais plus élevés pour le financement à taux fixe et la volatilité des taux à court terme.

Le risque de taux d’intérêt exprimé en euro

Le groupe a conclu plusieurs “collars”, “forward rate agreements” (FRA) et “Interest Rate Swaps” (IRS) afin de couvrir les fluctuations de taux d’intérêt sur une ligne de crédit de 1.600m d’euros (datée du 12 juin 2002 venant à échéance dans 5 ans) dont un montant de 800m d’euros a été prélevé au 31 décembre 2003 et repris sous la rubrique “emprunts à long terme” (tranche A) et dont un montant de 60m d’euros a été prélevé au 31 décembre 2003 et repris sous la rubrique “multicurrency revolving facility” (tranche B).

Tous les dérivés sont désignés comme étant des “cash flow hedges”. La partie des bénéfices ou des pertes de ces instruments de couverture qui est déterminée comme étant une couverture effective est comptabilisée directement aux capitaux propres. Pour ces “cash flow hedges”, une partie de 18,8m d’euros a été comptabilisée directement aux capitaux propres au 31 décembre 2003.

Le risque de taux d’intérêt exprimé en dollar canadien

Le “prêt syndicataire” de 150m de dollars canadiens à taux variable venant à échéance le 12 décembre 2005 est couvert par plusieurs “interest rate swap agreements” (le refinancement du solde après l’expiration de la date est prévu).

Des “collars” et des “interest rate swaps” ont été conclus de façon à couvrir les cash flow prévus en dollars canadiens d’un placement privé.

Le groupe a conclu 2 “interest rate swap agreements” (IRS) afin de couvrir le risque de taux flottant du prêt bancaire en dollar américain de 107m (financement de l’acquisition des droits de distribution Bass au Etats-Unis) dont l’échéance est fixée au 12 décembre 2005.

Tous ces dérivés en dollar canadien sont considérés comme étant des “cash flow hedges”. La partie des bénéfices et des pertes de ces instruments de couverture est comptabilisée directement aux capitaux propres. Pour ces “cash flow hedges”, une perte de 6m d’euros a été comptabilisée aux capitaux propres au 31 décembre 2003.

Pour la description de la couverture de risque en monnaies étrangères relative au placement privé, prière de se référer à la rubrique “Couverture placement privé”.

COUVERTURE PLACEMENT PRIVE (RISQUE DES MONNAIES ETRANGERES + RISQUE DES TAUX D'INTERET EXPRIMES EN DOLLAR AMERICAIN)

a) Placement privé de 162m de dollars américains venant à échéance le 23 juillet 2008

Le groupe a conclu trois "cross-currency interest rate swap agreements" dollar américain/dollar canadien (CCIRS- montant nominal 162m de dollars américains) considérés comme la couverture de la juste valeur du risque de taux de change et du risque des taux d'intérêt d'un emprunt de 162m de dollars américains à taux fixe. Ces trois "cross-currency interest rate swaps" viennent à échéance le 23 juillet 2008. La juste valeur des "CCIRS" et les changements de la juste valeur des éléments de couverture résultant des modifications des taux de change des monnaies étrangères et des risques des taux d'intérêt "free" sont comptabilisés au compte de résultats.

b) Placement privé de 850m de dollars américains dont :

- 300m de dollars américains viennent à échéance en 2009
- 475m de dollars américains viennent à échéance en 2010
- 75m de dollars américains viennent à échéance en 2013

Le groupe couvre le risque des monnaies étrangères et le risque des taux d'intérêt du placement privé de 730m de dollars américains (180 m de dollars américains de la tranche 2009 ; de la tranche complète 2010 ; de la tranche complète 2013) en contractant un dollar américain fixe/euro flottant "CCIRS" (cross currency interest rate swap) pour un montant total de 730m de dollars américains expirant en 2009, 2010 et 2013. La juste valeur des "CCIRS" et les changements de la juste valeur des éléments de couverture résultant des modifications des taux de change des monnaies étrangères et des risques des taux d'intérêt "free» sont comptabilisés au compte de résultats.

Les deux "CCIRS" dollar américain fixe/euro fixe (montant nominal de 120m de dollars américains) sont considérés comme des "cash flow hedges" du placement privé en dollar américain (120m de dollars américains tranche 2009). Etant donné que les tests antérieurs ont été à 100 % probants, la perte complète (9,3m d'euros) sur les instruments financiers dérivés a été comptabilisée directement aux capitaux propres au 31 décembre 2003.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit couvre toutes les formes de défaillances de la partie adverse notamment lorsqu'elle ne respecte pas ses engagements envers le groupe pour ce qui est des prêts, couvertures, accords et autres activités financières. Le management a établi une politique de crédit et l'exposition aux risques de crédit est suivie de manière rigoureuse. Le groupe n'exige aucune garantie pour les actifs financiers. Sa politique d'investissement alloue les lignes de crédit sur base d'une liste approuvée de tiers mentionnant pour chacun un seuil maximal de placement (basé sur le risque de crédit). Tous les placements sont à court terme (< à 1 an), ils n'excèdent pas 10 % et sont seulement limités aux parties adverses présentant un taux d'investissement de haute qualité.

La seule exception à cette politique est un dépôt de 106m d'euros auprès des banques serbes. Ces banques n'ont pas de rating et un rating supérieur à celui du pays ne peut leur être attribué.

L'exposition au risque de crédit des instruments financiers dérivés est de 20,5m d'euros. Ce montant correspond au total des justes valeurs positives des instruments dérivés (sans ajouts) et aux pertes maximales qui pourraient découler du non-respect des obligations contractuelles pour les parties adverses.

RISQUE LIÉ AUX MATIÈRES PREMIÈRES

Le groupe souscrit essentiellement des contrats à prix fixes de façon à minimiser l'exposition des variations défavorables du prix des matières premières (par exemple : verrerie, cannettes, capsules, malt, sirop de maïs, gruau de maïs, houblon, étiquettes, boîtes en carton). La politique du groupe exige qu'un minimum de 30 % des risques de matières premières soit couvert. Afin de couvrir les exigences en matière de grains, le groupe achète des contrats "futures" pour grains sur les marchés organisés des grains. Pour ces contrats, aucune méthode "hedge accounting" n'est appliquée.

JUSTE VALEUR

La juste valeur est le montant auquel un élément d'actif peut être échangé, ou auquel une obligation peut être conclue, entre des parties bien informées et disposées à conclure une transaction selon le principe d'un marché concurrentiel. La juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers est déterminée en tenant compte des circonstances actuelles du groupe et en tenant également compte des frais qui seraient encourus pour échanger ou conclure l'instrument financier sous-jacent.

La juste valeur des contrats dérivés pour les intérêts est évaluée à la valeur actuelle des futurs cash flows à l'aide de graphiques indépendants de rendement. La juste valeur des contrats "forward" est égale à la valeur actuelle de la différence entre les taux de contrats et les prix "forward" actuels.

La juste valeur des instruments financiers ci-après diffère de la valeur comptable au bilan :

Millions d'euros	Valeur comptable 2003	Juste valeur 2003	Valeur comptable 2002	Juste valeur 2002
Dérivés financiers				
"Forward exchange contracts" :				
Eléments d'actif	19	19	25	25
Eléments de passif	(2)	(2)	(8)	(8)
"Swaps d'intérêts" :				
Eléments d'actif	-	-	-	-
Eléments de passif	(24)	(24)	(28)	(28)
"Collars" :				
Eléments d'actif	-	-	-	-
Eléments de passif	(1)	(1)	(2)	(2)
Cross Currency Swaps:				
Eléments d'actif	2	2	35	35
Eléments de passif	(78)	(78)	-	-
Emprunts bancaires				
Emprunts à taux fixe en euro	(24)	(24)	(30)	(31)
Emprunts à taux fixe en won sud-coréen	(13)	(13)	(56)	(56)
Emprunts à taux fixe en yuan chinois	(8)	(8)	(7)	(7)
Emprunts à taux fixe en dollar américain	(1)	(1)	(4)	(4)
Emprunts à taux fixe en livre sterling	-	-	(1)	(1)
Emprunts à taux fixe en dollar canadien	(73)	(73)	-	-
Emprunts obligataires				
Obligations en euro à taux fixe	(100)	(100)	(39)	(39)
Obligations en dollar canadien à taux fixe	(31)	(33)	(30)	(31)
Obligations en dollar américain à taux fixe	(819)	(819)	(175)	(175)
Obligations en won sud-coréen à taux fixe	(73)	(73)	-	-
Obligations en rouble russe à taux fixe	(70)	(69)	-	-
Total	(1.296)	(1.297)	(320)	(322)
Bénéfices/(pertes) non comptabilisé(e)s	-	(1)	-	(2)

La juste valeur de ces instruments reflète généralement les montants estimés que le groupe recevrait à la date de clôture si le règlement du contrat est en faveur du groupe ou les montants estimés que le groupe devrait payer si le règlement du contrat lui est défavorable. Ces montants reprennent également les profits et les pertes actuels non réalisés liés aux contrats ouverts.

TAUX D'INTÉRÊT EFFECTIFS ET ANALYSE DE LA REFIXATION DES TAUX

Le tableau suivant indique le taux d'intérêt effectif à la date du bilan et les périodes au cours desquelles les dettes financières ont été productives d'intérêts.

Millions d'euros	Taux d'intérêt effectif	Total	2003		
			< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts bancaires					
Emprunts en euro à taux variable	2,52%	986	986	-	-
Emprunts en lev bulgare à taux variable	4,86%	13	13	-	-
Emprunts en dollar canadien à taux variable	3,22%	132	132	-	-
Emprunts en livre sterling à taux variable	4,19%	135	135	-	-
Emprunts en won sud-coréen à taux variable	5,48%	41	41	-	-
Emprunts en rouble russe à taux variable	9,72%	56	56	-	-
Emprunts en hryvnia ukrainien à taux variable	22,70%	29	29	-	-
Emprunts en dollar américain à taux variable	1,61%	192	104	88	-
Emprunts en dollar canadien à taux fixe	6,07%	31	31	-	-
Emprunts en yuan chinois à taux fixe	5,40%	8	7	1	-
Emprunts en euro à taux fixe	5,20%	24	6	11	7
Emprunts en won sud-coréen à taux fixe	7,70%	13	-	13	-
Emprunts en dollar américain à taux fixe	6,00%	1	-	-	1
Emprunts obligataires					
Obligations en dollar canadien à taux fixe	3,68%	74	-	74	-
Obligations en euro à taux fixe	2,61%	100	100	-	-
Obligations en won sud-coréen à taux fixe	6,70%	73	-	73	-
Obligations en rouble russe à taux fixe	13,75%	68	-	68	-
Obligations en dollar américain à taux fixe	4,71%	819	1	-	818
Lignes de crédit bancaires		85	85	-	-
Dettes de leasing financier		17	7	10	-
Total		2.897	1.733	338	826

TAUX D'INTÉRÊT EFFECTIFS ET ANALYSE DE LA REFIXATION DES TAUX (SUITE)

Millions d'euros	Taux d'intérêt effectif	Total	2002		
			< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts bancaires					
Emprunts en euro à taux variable	3,39%	1.692	1.692	-	-
Emprunts en rouble russe à taux variable	17,24%	68	68	-	-
Emprunts en hryvnia ukrainien à taux variable	13,08%	6	6	-	-
Emprunts en dollar américain à taux variable	2,25%	25	25	-	-
Emprunts en dollar américain à taux fixe	6,00%	9	1	-	8
Emprunts en forint hongrois à taux variable	9,00%	7	7	-	-
Emprunts en lei roumain à taux variable	22,52%	11	11	-	-
Emprunts en won sud-coréen à taux variable	6,72%	169	169	-	-
Emprunts en dollar canadien à taux variable	3,27%	222	222	-	-
Emprunts en euro à taux fixe	5,40%	31	5	7	19
Emprunts en won sud-coréen à taux fixe	9,79%	56	40	16	-
Emprunts en yuan chinois à taux fixe	5,68%	7	7	-	-
Emprunts en livre sterling à taux variable	4,58%	169	169	-	-
Emprunts en livre sterling à taux fixe	4,36%	1	1	-	-
Emprunts en dollar namibien à taux variable	11,10%	11	11	-	-
Emprunts obligataires					
Obligations en euro à taux fixe	3,27%	39	39	-	-
Obligations en dollar américain à taux fixe	6,47%	175	2	-	173
Obligations en dollar canadien à taux fixe	6,07%	30	-	-	30
Lignes de crédit bancaires	6,26%	122	122	-	-
Dettes de leasing financier		25	7	12	6
Total		2.875	2.604	35	236

26. LEASING OPÉRATIONNEL

LEASING OPÉRATIONNEL EN TANT QUE PRENEUR

Les leasings opérationnels non résiliables sont les suivants :

Millions d'euros	2003	2002
Echéant dans l'année	102	96
Ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	381	358
Ayant plus de 5 ans à courir	150	154
	633	608

Le groupe loue un certain nombre d'entrepôts, de "factory facilities" et des bâtiments commerciaux sous forme de contrats de leasing opérationnel. La durée du contrat de leasing opérationnel est en général de 5 à 10 ans. Une option permet de renouveler le leasing opérationnel après sa date d'échéance. Les paiements de leasing opérationnel augmentent chaque année de façon à refléter les loyers sur le marché. Aucun leasing opérationnel ne comprend de loyers conditionnels.

Certaines propriétés louées en "leasing opérationnel" ont été sous-louées par la société. Les paiements des sous-locations s'élèveront à 48m d'euros l'année prochaine, à 194m d'euros entre 1 et 5 ans et à 77m d'euros à plus de 5 ans.

Au cours de l'exercice, un coût de 38m d'euros a été comptabilisé au compte de résultats pour des leasings opérationnels (2002: 33m d'euros).

LEASING OPÉRATIONNEL EN TANT QUE BAILLEUR

Le groupe loue une partie de ses propriétés immobilières sous la forme de leasing opérationnel. Les loyers de ces leasings opérationnels non résiliables viennent à échéance comme suit :

Millions d'euros	2003	2002
Echéant dans l'année	42	30
Ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	173	133
Ayant plus de 5 ans à courir	107	75
	322	238

En 2003, 67m d'euros ont été comptabilisés au compte de résultats en tant que produits de location (2002: 57m d'euros).

27. ENGAGEMENTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS

Le groupe a conclu des contrats d'achats d'actifs immobilisés pour un montant de 66m d'euros (2002: 62m d'euros).

28. PASSIFS ÉVENTUELS

A sa connaissance, le groupe n'a pas de passifs éventuels significatifs non repris au bilan.

29. PARTIES LIÉES

TRANSACTIONS AVEC LES ADMINISTRATEURS ET LES CADRES SUPÉRIEURS

Les prêts aux administrateurs et cadres supérieurs du comité exécutif atteignent 4,6m d'euros (2002: 3m d'euros). Ces prêts sont comptabilisés sous la rubrique "autres créances" (se référer à l'annexe 14) dont 2,7m d'euros des prêts précités portent des intérêts (2002: 2.9m d'euros).

Les membres du comité exécutif reçoivent, en plus de leur salaire, des avantages qui ne sont pas octroyés en liquide. Le groupe contribue également à un plan de pension de type prestations définies. Le plan stipule que les membres du comité exécutif prennent leur pension entre 60 et 65 ans et qu'ils ont le droit de recevoir des paiements annuels équivalents à 70 % de leur salaire à la date de leur pension (en fonction de leur ancienneté) ou une somme forfaitaire correspondante. Dans le cas de pension anticipée, les paiements annuels sont réduits sur base des calculs actuariels et sur base des conditions stipulées dans le contrat. Les cadres supérieurs participent également au plan d'option d'achat d'actions (se référer à l'annexe 22).

La rémunération totale des administrateurs et cadres supérieurs comptabilisée sous la rubrique "charges salariales et autres avantages sociaux" (se référer à l'annexe 5) est la suivante :

Millions d'euros	2003	2002
Administrateurs	1,1	1,0
Cadres supérieurs	20,5	15,0
	21,6	16,0

Les montants reçus pour les administrateurs sont essentiellement des tantièmes.

Les montants de 2003 concernent les cadres supérieurs, en ligne avec une réorganisation mise en œuvre en 2003.

TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES ASSOCIÉES (VOIR ANNEXE 12)

Les entreprises associées n'ont pas acheté des quantités importantes de marchandises en 2003 et 2002. Par conséquent, il n'y a pas de créances importantes envers les entreprises associées aux dates de clôture. Les transactions avec les entreprises associées sont effectuées selon le principe d'un marché concurrentiel. Le groupe a reçu des dividendes des entreprises associées pour un montant de 54m d'euros (2002: 19m d'euros).

30. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA DATE DE CLÔTURE

Le 18 septembre 2003, Interbrew a annoncé la conclusion d'un partenariat stratégique avec Gabriel Sedlmayr Spaten-Franziskaner Bräu KGaA ("Spaten"). En vertu de cet accord, l'activité bière de Spaten sera fusionnée avec Interbrew Allemagne. Le 22 décembre 2003, la commission européenne a marqué son accord inconditionnel au partenariat stratégique avec Spaten. L'opération doit encore être approuvée par les actionnaires; l'accord est attendu pour le deuxième semestre 2004. La transaction sera réalisée en 3 phases :

1. Spaten fera l'apport de l'activité brassicole de Spaten-Franziskaner à une entité légale séparée.
2. Ces activités ainsi que l'activité brassicole de Löwenbrau seront apportées à Interbrew Allemagne en échange de 13 % des titres du nouveau capital d'Interbrew Allemagne.
3. Brauerei Beck & Co (Interbrew Allemagne) achètera les activités de la société Dinkelacker-Schwaben Bräu AG pour un montant de 76m d'euros.

Sur base de seuil de performances de Spaten en 2004, un paiement supplémentaire de 56m d'euros sera peut-être dû. En outre, Sedlmayr Treuhandgesellschaft, propriété de la famille Sedlmayr, a annoncé son intention de reprendre la participation de la famille Finck dans Spaten. Interbrew a marqué son accord pour l'acquisition jusqu'à 100.000 titres, soit 29 % des titres émis de Spaten, pour un montant de 200m d'euros. Cette opération est prévue pour le mois de mars 2004. Par la suite, Interbrew conservera ces titres pendant au moins 18 mois.

Le 7 janvier 2004, Merrill Lynch International a exercé son option "put", style européenne, envers Interbrew au prix d'exercice de 612m d'euros, correspondant à un contrôle à 100 % de la société Hops Coöperatieve U.A.. Hops détient 45 % des parts de Oriental Brewery, participation acquise auprès du Groupe Doosan. Le goodwill résultant de cette opération s'élève approximativement à 450m d'euros et sera amorti sur une période de 20 ans. En outre, Interbrew a convenu avec le Groupe Doosan l'éventualité d'un paiement complémentaire dans le cas où certains paramètres économiques sont remplis au 1er janvier 2005. Sur base des précisions actuelles du management, le complément de prix pourrait s'élever à 42m d'euros payables en 3 versements en 2005 - 2006 - 2007. Si les paramètres économiques sont rencontrés, le management table sur une influence favorable de ces paramètres sur les résultats de sa filiale coréenne.

Le 16 janvier 2004, Interbrew a finalisé sa transaction avec le Groupe malais Lion visant à acquérir le contrôle de l'activité bière du Groupe Lion en Chine. Le Groupe Lion contrôle 11 brasseries. Le prix total pour l'acquisition de 100 % des titres des brasseries du Groupe Lion s'élève à 263m de dollars américains. Dès la signature du contrat, Interbrew a versé 131,5m de dollars américains (104m d'euros) au Groupe Lion pour l'acquisition de 50 % des titres. En outre, 52,6m de dollars américains (42m d'euros) ont été déposés à titre de garantie pour l'option call après 1 an portant sur les 50 % des titres restants du Groupe Lion (se référer à l'annexe 13 – placements et à l'annexe 18 – trésorerie et équivalents de trésorerie). Le goodwill de cette opération est estimé à environ 80m d'euros en fonction de l'évolution des actifs immobilisés et sera amorti sur une période de 20 ans. Le Groupe Lion sera repris dans les états financiers de 2004 suivant la méthode du prix d'achat.

Le Conseil d'Administration a approuvé le 2 mars 2004, date d'approbation des états financiers, la signature d'une série d'accords portant sur l'acquisition de 100 % des parts dans la société détenant directement et indirectement 52,8 % des droits de vote de la société Companhia de Bebidas das Américas ("AmBev"). Cette transaction prévoit l'apport à AmBev des activités canadiennes d'Interbrew, celles de Labatt USA et 30 % des parts d'Interbrew dans Femsca Cerveza. Une offre publique d'achat devrait être lancée par Interbrew sur les actions ordinaires de AmBev qu'Interbrew ne possède pas encore.

31. ENTREPRISES APPARTENANT AU GROUPE

Les entreprises les plus importantes d'Interbrew sont reprises ci-dessous. La liste complète des participations de la société est disponible auprès de la SA Interbrew, Vaartstraat 94, B-3000 LEUVEN (Belgique). Le nombre total des entreprises consolidées par intégration globale et par mise en équivalence est de 257.

LISTE DES FILIALES CONSOLIDÉES LES PLUS IMPORTANTES

NOM ET ADRESSE	INTÉRÊTS DU GROUPE EN %
BELGIQUE	
INTERBREW S.A. - Grand'Place 1 - 1000 - Bruxelles	Société consolidante
BRASSERIE DE L'ABBAYE DE LEFFE S.A. - Place de l'Abbaye 1 - 5500 - Dinant	98,54
BROUWERIJ VAN HOEGAARDEN N.V. - Stoopkensstraat 46 - 3320 - Hoegaarden	100
COBREW S.A. - Vaartstraat 98 - 3000 - Leuven	100
IMMOBREW N.V. - Industrielaan 21 - 1070 - Brussel	99,89
INTERBREW BELGIUM N.V. - Industrielaan 21 - 1070 - Brussel	99,98
BOSNIE-HERZEGOVINE	
UNILINE d.o.o. - Ivana Gundulica b.b. - 88340 - Grude	59
BULGARIE	
KAMENITZA AD - Karp. Raitcho Street 95 - Plovdiv	85,05
CANADA	
LABATT BREWING COMPANY LIMITED - 207 Queens's Quay West, Suite 299 - M5J 1A7 - Toronto	100
CHINE	
NANJING INTERBREW JINLING BREWERY CO. LTD - Qiliqiao - 211800 - Nanjing	80
ITW ZHEJIANG HOLDING LTD - 8/F Bank of America Tower, 12 Harcourt Road - Central Hong Kong	100
NINGBO LION BREWERY COMPANY LIMITED - Yin Jiang Town, Yin Xian County - 315151 - Ningbo	38,7
ZHEJIANG ZHEDONG BREWERY CO. LTD - Building n.5 Ningbo Nanyuan hotel n.2 Lingqiao road - 315000 - Ningbo	70
HUASHI BREWERY (ZHOUZHAN) COMPANY LIMITED - No.1 Zi Zhu Lin Road, Ding Hai District - 316000 - Zhoushan City	70
CROATIE	
ZAGREBACKA PIVOVARA D.D. - Ilica 224 - 10000 - Zagreb	72
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	
PIVOVARY STAROPRAMEN A.S. - Nadrazni 84 - CZ - 150 54 - Praha 5	99,57
FRANCE	
INTERBREW FRANCE S.A. - Avenue Pierre Brosselette 14 BP 9 - 59280 - Armentières Cédex	100
ALLEMAGNE	
BRAUEREI BECK GmbH & CO. KG - Am Deich 18/19 - 28199 - Bremen	100
BRAUERGILDE HANNOVER AG - Hildesheimer Strasse 132 - 30173 - Hannover	100
STAROPRAMEN PRAGER BIER VERTRIEBGESELLSCHAFT GmbH - Schwesswitzer Strasse - 6686 - Lützen	100
BRAUEREI DIEBELS GmbH & CO.KG - Brauerei-Diebels-Strasse 1 - 47661 - Issum	100
HASSERÖDER BRAUEREI GmbH - Auerhahnring 1 - 38855 Wernigerode	100
GRAND DUCHÉ DU LUXEMBOURG	
BRASSERIE DE LUXEMBOURG MOUSEL - DIEKIRCH - 1, Rue de la Brasserie - L-9214 -	93,67

NOM ET ADRESSE	INTÉRÊTS DU GROUPE EN %
HONGRIE	
BORSODI SORGYAR Rt. - Rackoczi UT 81 - 3574 - Böcs	98,58
ROUMANIE	
INTERBREW EFES BREWERY - 287, Gh. Gr. Cantacuzino str., - 2000 - Ploiesti	50
INTERBREW ROMANIA SA - Str. Siriului nr. 20, et. 4-5, 014354 - Sector 1 - Bucharest	96,58
RUSSIE	
CJSC BEVERAGE COMBINE - Vostochnaya ul.,29 - 429959 - Novocheboksarsk	73,64
SUN INTERBREW LIMITED – 6 Vorontsovsky Park – M7630 Moscow	73,64
UNITED BREWING PLANTS, OPEN JOINT STOCK COMPANY - 28 Moscovskaya Street, Moscow region - 141600 - Klin	73,64
SERBIE ET MONTÉNÉGRO	
INDUSTRIJA PIVA I SOKOVA "TREBJESA" A.D. - Njegoseva 18 - 81400 - Niskic	72,7
APATINSKA PIVARA APATIN - Trg Oslobođenja 5 - CS-25260 - Apatin	87,36
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	
STAROPRAMEN SLOVAKIA S.R.O. - Kosická 52 - 821 08 - Bratislava	99,57
CORÉE DU SUD	
ORIENTAL BREWERY CO. LTD - Hanwon Bldg, #1449-12, Seocho Dong Seocho-Ku - 137-866 - Seoul	50,92
PAYS-BAS	
INTERBREW NEDERLAND N.V. - Ceresstraat 13 - 4811 CA - Breda	100
INTERBREW INTERNATIONAL B.V. - Ceresstraat 19 - 4811 CA - Breda	100
ETATS-UNIS	
BECK'S NORTH AMERICA INC. – 1 Station Place – 6902 Stamford	100
LABATT USA INC. - 1209 Orange Street - DE 19801 - Wilmington	70
LATROBE BREWING COMPANY L.L.C. - 1209 Orange Street - DE 19801 - Wilmington	70
UKRAINE	
CJSC CHERNIHIV BREWERY DESNA - 20 Instrumentalnaya Street - 14037 - Chernigiv	68,63
JSC "MYKOLAIV" BREWERY "YANTAR" - 320 Yantarna Street - 54050 - Mykolaiv	72,06
OJSC BREWERY ROGAN - 161 Roganskaya str. - 61172 - Kharkiv	67,80
ROYAUME-UNI	
BASS BEERS WORLDWIDE LIMITED - Porter Tun House, 500 Capability Green - LU1 3LS - Luton	100
INTERBREW UK LTD - Porter Tun House, 500 Capability Green - LU1 3LS - Luton	100
LISTE DES FILIALES LES PLUS IMPORTANTES CONSOLIDÉES SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE	
MEXIQUE	
FEMSA CERVEZA S.A. de C.V. - Ave. Alfonso Reyes 2202 Nte, Colonia Bella Vista, Nuevo Leon - 64442 - Monterrey	30

32. COMPTES NON CONSOLIDÉS ABRÉGÉS D'INTERBREW SA ET RAPPORT DE GESTION

Les documents suivants sont des extraits des comptes annuels statutaires d'Interbrew SA préparés suivant les normes comptables belges. Le rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'assemblée générale des actionnaires, les comptes annuels d'Interbrew SA, ainsi que le rapport du commissaire, seront déposés à la Banque Nationale Belge, dans les délais légaux. Ces documents sont disponibles sur demande à Interbrew SA, Vaartstraat 94, 3000 Leuven.

Seuls les comptes annuels consolidés repris dans les pages précédentes donnent une image fidèle de la situation financière des résultats du groupe Interbrew.

Etant donné qu'Interbrew SA est essentiellement une entreprise holding, détenant des participations reprises à leur valeur d'acquisition, les comptes annuels non consolidés ne donnent qu'une vue restreinte de la situation financière de la société. Par conséquent, le Conseil d'Administration a estimé opportun, en application de l'article 105 du Code des sociétés, de ne publier qu'une version abrégée des comptes annuels non consolidés au 31 décembre 2003, à savoir :

- Le bilan abrégé ;
- Le compte de résultats abrégé ;
- Un résumé des règles d'évaluation ;
- L'état du capital ;
- Le rapport de gestion.

Le rapport de contrôle du commissaire, émis sans réserves, certifie que les comptes annuels non consolidés d'Interbrew SA pour l'année écoulée au 31 décembre 2003 donne un image fidèle de la situation financière et des résultats d'Interbrew SA conformément à toutes les dispositions légales et réglementaires qui les régissent.

BILAN NON CONSOLIDÉ ABRÉGÉ

Millions d'euros

	2003	2002
ACTIF		
Actifs immobilisés		
Immobilisations incorporelles	9	8
Immobilisations corporelles	6	4
Immobilisations financières	4.273	4.273
	4.288	4.285
Actifs circulants	1.310	636
Total de l'actif	5.598	4.921

PASSIF**Fonds propres**

Capital	333	333
Primes d'émission	3.215	3.212
Réserve légale	33	33
Réserves indisponibles	1	1
Réserves immunisées	4	4
Réserves disponibles	260	260
Bénéfice reporté	927	797
	4.773	4.640

Provisions et impôts différés

	6	4
--	---	---

Dettes

Dettes à plus d'un an	737	113
Dettes à un an au plus et comptes de régularisation	82	164
	819	277

Total du passif

	5.598	4.921
--	--------------	--------------

COMPTE DE RÉSULTATS NON CONSOLIDÉ ABRÉGÉ

Millions d'euros

	2003	2002
Produits d'exploitation	181	180
Charges d'exploitation	(199)	(218)
Résultat d'exploitation	(18)	(38)
Résultats financiers	291	100
Résultats exceptionnels	-	14
Impôts sur le résultat	(1)	(1)
Bénéfice net de l'exercice à affecter	272	75

RÉSUMÉ DES RÈGLES D'ÉVALUATION LES PLUS SIGNIFICATIVES

Conformément à l'article 28 de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001, relatif à la mise en application du Code des sociétés, le Conseil d'Administration a pris les décisions suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les actifs immobilisés sont repris à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition y compris les frais accessoires. Les pourcentages et les méthodes utilisés pour les amortissements sont ceux convenus avec l'administration des contributions directes. Les frais accessoires sont ajoutés à l'immobilisé principal auquel ils se rapportent et sont amortis au même rythme.

Immobilisations financières

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus. Des réductions de valeur sont comptabilisées en cas de dépréciation durable.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont valorisées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de clôture. Les gains et les pertes qui résultent de ces transactions ainsi que de la conversion des éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont comptabilisés au compte de résultats. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Divers

L'entreprise a contracté au profit de certaines filiales des obligations d'investissement qui ne seront exécutées qu'à la réalisation de certaines conditions.

ETAT DU CAPITAL

CAPITAL	Millions d'euros	Millions d'actions
Capital émis		
Au terme de l'exercice précédent	332,6	431,6
Modifications au cours de l'exercice	0,3	0,4
	332,9	432,0
Représentation du capital		
Actions sans mention de valeur	332,9	432,0
Actions nominatives	N/A	251,6
Actions au porteur	N/A	180,4
ENGAGEMENT D'ÉMISSION D'ACTIONS	Millions d'euros	Millions d'actions
Suite à l'exercice de droits de souscription		
Droits de souscription en cours	N/A	13,5
Montant du capital à souscrire	10,4	N/A
Nombre maximum d'actions à émettre	N/A	13,5
CAPITAL AUTORISÉ NON SOUSCRIT		Millions d'euros 162,9

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

La dernière déclaration des participations importantes au 31 décembre 2002, faite conformément au droit belge et publiée le 1^{er} février 2003, montre que trois organisations, agissant de concert, détiennent ensemble 282.920.826 actions ordinaires de la société, se répartissant comme indiqué ci-dessous.

% des droits de vote associés aux actions

Stichting Interbrew		
Nombre d'actions	275.056.026	63,67 % ¹
Nombre de droits de souscription	0	0 %
	275.056.026	61,74 %²
Fonds Interbrew-Baillet Latour		
Nombre d'actions	3.370.800	0,78 % ¹
Nombre de droits de souscription	0	0 %
	3.370.800	0,76 %²
Fonds Voorzitter Verhelst		
Nombre d'actions	4.494.000	1,04 % ¹
Nombre de droits de souscription	0	0 %
	4.494.000	1,01 %²
Total		
Nombre d'actions	282.920.826	65,49 % ¹
Nombre de droits de souscription	0	0 %
Total	282.920.826	63,51 %²

CONVENTION ENTRE ACTIONNAIRES

Stichting Interbrew est une fondation constituée en vertu de la loi des Pays-Bas. Les détenteurs de certificats émis par la Stichting Interbrew liés à des actions spécifiques ne sont pas autorisés à demander l'échange de leurs certificats contre des actions de notre société avant le 30 juin 2004. Après cette date, un préavis de 12 mois est requis.

Toutefois, les titulaires de certificats de chaque catégorie (A, B et C) peuvent à tout moment (sous réserve des restrictions imposées pendant les périodes de lock-up) échanger librement leurs certificats contre des actions, pour autant notamment, que le nombre de certificats en circulation ne descende pas en dessous de 84 millions (soit 252 millions pour l'ensemble des trois catégories).

La Stichting Interbrew ne peut être dissoute que si elle ne détient plus aucune action certifiée ou si une majorité de 85 % des détenteurs de certificats se prononce en faveur de la dissolution lors d'une Assemblée générale, suivant une proposition du Conseil d'Administration de la Stichting Interbrew.

La Stichting Interbrew a conclu une convention de vote avec le Fonds Interbrew-Baillet Latour et le Fonds Voorzitter Verhelst. Cette convention prévoit des consultations entre les trois organes avant toute assemblée des actionnaires afin de décider de la manière dont ils exerceront les droits de vote liés aux actions qu'ils détiennent.

⁽¹⁾ Basé sur le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2003.

⁽²⁾ Basé sur le nombre d'actions ordinaires et droits de souscription en circulation au 31 décembre 2003.

RAPPORT DE GESTION RELATIF AUX COMPTES ANNUELS STATUTAIRES NON-CONSOLIDÉS D'INTERBREW SA

L'objet social d' Interbrew SA est d'assurer la gestion et le contrôle des entreprises du groupe Interbrew.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS STATUTAIRES

COMMENTAIRES SUR LE BILAN

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'augmentation des immobilisations incorporelles est liée à l'achat du software pour le "datawarehouse corporate". L'augmentation des immobilisations corporelles est due à l'augmentation des immobilisés en cours et à l'achat du matériel informatique. Par conséquent, les amortissements sont également plus élevés que l'exercice précédent.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont comparables à l'année passée à l'exception de quelques transactions qui ont été réalisées lors de l'exercice écoulé :

- Achat de 17.787 titres Kamenitza de tiers et vente de ces mêmes titres à IIBV ;
- Achat de 338 titres Brasserie de Luxembourg Mousel Diekirch de tiers au mois de mars ;
- Conversion de 10.399 titres De Wolf Cosijns en 35.461 titres Immobrew suite à la fusion des deux sociétés ;
- Achat de 16,46 titres Immobrew de tiers au cours des mois de mars et novembre.

Les créances à plus d'un an

Les autres créances augmentent de 254m d'euros, suite à 2 nouveaux prêts accordés à Brandbrew.

Les créances à un an au plus, valeurs disponibles, charges à reporter et produits à recevoir

Les créances commerciales augmentent de 10m d'euros en raison d'une augmentation du solde clients dû par des filiales. Les autres créances diminuent de 464m d'euros, essentiellement suite aux transactions suivantes :

- Remboursement d'un prêt du groupe avec Cobrew (440m d'euros) ;
- Remboursement d'un prêt du groupe avec Interbrew Belgium (2,7m d'euros) ;
- Transfert d'un prêt du groupe de Jinling vers les créances à plus d'un an (1,4m d'euros) ;
- Récupération des taxes des années 1997 / 1999 (18m d'euros).

Pour les valeurs disponibles, le compte courant de Cobrew s'élève à 864m d'euros qui provient essentiellement du remboursement d'un prêt (440m d'euros) et des dividendes reçus des filiales (287m d'euros). Les intérêts à recevoir s'élèvent à 10m d'euros.

Capital et réserves

L'augmentation nette du capital et des réserves résulte des éléments suivants :

- 4 augmentations de capital pour un montant de 0,27m d'euros portant ainsi le nombre de titres à 431.998.182 ;
- L'augmentation des primes d'émission de 3.2m d'euros ;
- Le résultat de l'exercice ;
- La distribution d'un dividende.

Dettes financières à plus d'un an

L'augmentation de 624m d'euros est le résultat d'un placement privé de 850m de dollars américains et le remboursement d'un prêt du groupe de 112m d'euros avec Cobrew.

Dettes à un an au plus, charges à imputer et produits à reporter

La diminution des dettes à un an au plus, des charges à imputer et des produits à reporter est essentiellement due à une diminution des papiers commerciaux pour un montant de 29m d'euros, des taxes à payer pour les années 1997/1999 de 18m d'euros, du compte courant de Cobrew de 34m d'euros, des dettes commerciales de 4m d'euros, des charges sociales de 9m d'euros compensée par une augmentation des intérêts à payer de 12m d'euros.

COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTATS

L'exercice comptable se clôture par un bénéfice après impôts de 272m d'euros par rapport à un bénéfice après impôts de 75m d'euros en 2002. La diminution des charges d'exploitation d'un montant de 19m d'euros provient essentiellement d'une diminution des honoraires de consultants pour les acquisitions. L'augmentation du résultat financier résulte des dividendes reçus des filiales pour un montant de 288m d'euros en 2003 par rapport à 95m d'euros en 2002.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DES COMPTES ANNUELS

Nous nous référons à l'annexe 30 (événements importants survenus après la date de clôture) des états financiers consolidés.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

En 2003, Interbrew SA a investi 0,9m d'euros principalement dans le domaine des études de marché, par rapport à 1,7m d'euros en 2002.

CONFLITS D'INTÉRÊTS – ARTICLE 523 CODE DES SOCIÉTÉS

Conformément au Code des Sociétés, un administrateur qui a un intérêt opposé lors d'une décision du Conseil d'Administration ne peut assister aux discussions et délibérations qui précèdent la décision du conseil et ne peut prendre part au vote. En outre, il doit informer le commissaire de la société de son intérêt opposé.

En 2003, cette procédure ne s'appliquait pas.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MISSIONS CONFIEES AU COMMISSAIRE ET LES HONORAIRES S'Y RAPPORANT

Notre commissaire est la Société de Réviseurs d'Entreprises, KPMG, représenté par Monsieur Erik Helsen, réviseur d'entreprise.

Les honoraires de base relatifs à la révision des comptes annuels d'Interbrew et de ses filiales sont déterminés par l'assemblée générale des actionnaires après revue et approbation par le comité d'audit et le Conseil d'Administration de la société. Les honoraires concernant les services prestés par KPMG au plan mondial pour l'exercice 2003 s'élèvent à 8.454.129 euros (2002: 8.357.000 euros) dont 4.031.108 euros (2002: 3.656.000 euros) pour le contrôle annuel des états financiers, 3.094.369 euros (2002: 3.198.000 euros) pour d'autres prestations de contrôle, 192.030 euros (2002: 410.000 euros) pour des conseils fiscaux, et 1.136.622 euros (2002: 1.093.000 euros) pour des services divers. Les autres prestations de contrôle concernent principalement des 'due diligence' financières en assistant Interbrew lors des acquisitions et des cessions de filiales.

DÉCHARGE AUX ADMINISTRATEURS ET AU COMMISSAIRE

Nous vous proposons d'approuver les comptes annuels tels qu'ils vous sont soumis et par un vote spécial de donner décharge aux administrateurs et au commissaire pour les missions accomplies dans le cadre de leurs mandats durant l'exercice écoulé.

BÉNÉFICE À AFFECTER

Nous vous proposons de payer un dividende brut de 0,36 euro par action, soit la distribution d'un dividende total de 156m d'euros.

Sous réserve d'approbation, le dividende net de 0,27 euro par action sera payable à partir du 28 avril 2004 contre remise du coupon numéro 4 joint à la nouvelle action au porteur ou un dividende net de 0,306 euro par action si le coupon numéro 4 est présenté simultanément avec le coupon VVPR portant le même numéro d'ordre.

Le 2 mars 2004.

Rapport du commissaire

A l'attention du conseil d'administration et des actionnaires d'Interbrew SA

Nous avons audité les bilans consolidés ci-joints d'Interbrew SA et des ses filiales (le « Groupe ») aux 31 décembre 2003 et 2002, ainsi que les comptes de résultats consolidés, les états consolidés des bénéfices et pertes pris en compte et le tableau de flux de trésorerie consolidés. Ces comptes annuels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la Société. Notre mission consiste à exprimer une opinion sur ces comptes annuels consolidés basée sur les contrôles que nous avons effectués.

Attestation sans réserve concernant les comptes consolidés

Nous avons effectué nos contrôles selon les Normes d'Audits Internationaux (ISA) émises par l'International Federation of Accountants; ces normes professionnelles requièrent que notre revision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives. Un contrôle consiste à examiner, par sondages, la justification des montants et autres informations contenus dans ces comptes annuels consolidés. Il consiste, également, à évaluer le bien-fondé des règles d'évaluation et des estimations faites par les administrateurs et à évaluer la présentation des comptes annuels consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que nos travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée, ainsi que des résultats consolidés, et du financement du Groupe au 31 décembre 2003 et 2002, en conformité avec les Normes Comptables Internationales (IFRS), comme elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Avenue du Bourget 40
1130 Bruxelles
Belgique
Tel.: + 32 2 708 43 00
Fax: + 32 2 708 43 99

Spoorweg aan 3
2610 Antwerpen (Wilrijk)
Belgique
Tel.: + 32 3 821 17 00
Fax: + 32 3 825 20 25

Bolebergen 2B - b1s 13
9002 Gent
Belgique
Tel.: + 32 9 241 88 00
Fax: + 32 9 241 88 99

Igattlaan 7
3500 Hasselt
Belgique
Tel.: + 32 11 28 66 10
Fax: + 32 11 28 66 19

Avenue Einstein, 2A
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique
Tel.: + 32 10 81 54 88
Fax: + 32 10 81 54 89

Clos Chammarilly 13
4000 Liège
Belgique
Tel.: + 32 4 225 53 11
Fax: + 32 4 225 53 99

La liste des associés peut
être consultée aux sièges

SCRL
RSC Bruxelles 4111
TVA: BE 419 122.548

Attestations complémentaires

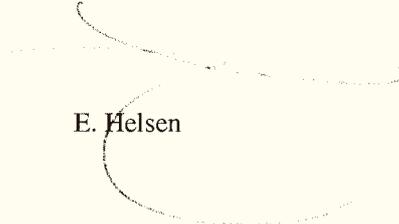
Les attestations complémentaires suivantes sont fournies de façon à compléter le rapport de contrôle mais ne sont pas de nature à modifier notre attestation des comptes annuels consolidés :

- Le rapport de gestion consolidé contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels consolidés ;
- Comme mentionné dans l'annexe 1(A), les comptes annuels consolidés ont été préparés en conformité avec les Normes Comptables Internationales (IFRS) comme elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board, en conformité avec la dérogation accordée par la Commission Bancaire, Financière et des Assurances du 19 décembre 2000. Les comptes annuels consolidés sont en conformité avec les dispositions de la Septième Directive Européenne.

Leuven, le 2 mars 2004

Klynveld Peat Marwick Goerdeler, Reviseurs d'Entreprises

Commissaire
représentée par



E. Helsen

Information aux actionnaires

RÉSULTATS, DIVIDENDES, ACTIONS ET COURS DE L'ACTION

Euro par action sauf indication contraire	2003	2002	2001	2000	Non IAS 1999
Flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation	2,66	2,42	2,45	2,60	1,62
Bénéfice par action avant amortissements du goodwill et coûts de restructuration ¹	1,45	1,51	1,44	1,04	0,82
Dividende par action ¹	0,36	0,33	0,29	0,21	0,18
Cours de l'action maximum	23,2	34,5	37,5	38,1	N/A
Cours de l'action minimum	15,0	19,1	25,5	34,0	N/A
Cours de l'action à la clôture	21,2	22,5	30,75	37,12	N/A
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en millions d'actions)	432	431	429	335	323
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées (en millions d'actions)	434	435	434	343	332
Volume d'actions négocié (en millions d'actions)	124	113	119	30	N/A

ACTIONNAIRES

Au 31 décembre 2003	En millions d'actions	% du capital
Stichting Interbrew	275,0	63,67
Fonds Interbrew-Baillet Latour	3,4	0,78
Fonds Voorzitter Verhelst	4,5	1,04
Marché	149,1	34,51
	432,0	100,0

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION INTERBREW, COMPARÉ AU DOW JONES EURO STOXX 50



⁽¹⁾ Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions

CALENDRIER FINANCIER

Publication des résultats de 2003 Rapport annuel	3 mars 2004 30 mars 2004 sur www.interbrew.com 12 avril 2004 version imprimée
Assemblée générale des actionnaires	27 avril 2004
Paiement du dividende	28 avril 2004
Publication des résultats du premier semestre 2004	9 septembre 2004
Mise à jour des résultats des neuf premiers mois de l'exercice 2004	26 octobre 2004
Publication des résultats de l'exercice 2004	2 mars 2005

CONTACT AVEC LES INVESTISSEURS

Patrick Verelst
Vice President Investor Relations
Vaartstraat 94
3000 Leuven
Belgium
Tél: +32-16-31-55-41
E-mail: Patrick.verelst@interbrew.com

Glossaire

Bénéfice net par action avant coûts de restructuration et goodwill

Bénéfice net avant coûts de restructuration (si d'application) et avant amortissements du goodwill, divisé par le nombre moyen des actions ordinaires.

Bénéfice net par action (diluée) avant coûts de restructuration et goodwill

Bénéfice net avant coûts de restructuration (si d'application) et avant amortissements du goodwill, divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires diluées.

Chiffre d'affaires net

Le chiffre d'affaires moins les accises et les ristournes.

Couverture des intérêts

EBITDA moins les dépenses brutes d'investissements, divisé par les dépenses nettes d'intérêts.

Dépenses d'investissements nettes

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, moins les revenus provenant des ventes.

Dette financière nette

Emprunts portant intérêts à long terme et à court terme plus les découverts bancaires diminués des placements, de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

EBIT

Bénéfice d'exploitation.

EBITDA

Bénéfice d'exploitation avant amortissements et dépréciations.

Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires diluées

Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires ajustée de l'impact des options d'achat d'actions émises.

Moyenne pondérée des actions ordinaires

Nombre des actions émises au début de l'exercice, corrigé par le nombre d'actions annulées, rachetées ou émises durant l'exercice, multiplié par un facteur temps moyen.

Pay out ratio

Dividende brut par action multiplié par le nombre d'actions ordinaires émises au 31 décembre, divisé par le bénéfice net courant (avant coûts de restructuration et après impôts).

Rapport dettes/capitaux propres

Dette financière nette divisée par le capital et les réserves.

Rendement sur le capital investi (ROIC)

Bénéfice net d'exploitation après impôts plus les revenus des entreprises associées et les dividendes des sociétés non consolidées divisé par les capitaux investis. Un prorata est calculé pour les acquisitions réalisées pendant l'exercice.

Taux moyen d'imposition du groupe

Le taux d'imposition moyen pondéré est la résultante du taux d'imposition appliqué par chaque pays, calculé sur le bénéfice avant impôts et avant éléments exceptionnels de chaque entité et en divisant la charge totale d'impôts ainsi obtenue par le bénéfice net avant impôts et avant éléments exceptionnels du groupe.

Adresses et contacts

SIEGE SOCIAL

Grand'Place 1
1000 Brussels
Belgium
Tel: + 32-2 504 96 60
www.interbrew.com

ASIA PACIFIC ZONE

Président: Patrice J. Thys
Tel : + 852-2878 3804

AUSTRALIE

Interbrew Export & Licenses - Oceania

Representative Office

Ben Cheng
Suite D, Level 4
140 William Street
East Sydney NSW, 2011
Tel : + 61-2 9361 5266
Fax : + 61-2 9361 5633

CHINE

Interbrew Management (Shanghai) Co., Ltd.

Dirk Moens
1115-1120 One Corporate Avenue
222 Hu Bin Road
Shanghai 200021
P.R. China
Tel : + 86-21 5382 7878
Fax : + 86-21 5382 9677

SINGAPOUR

Interbrew Export & Licenses - Asia Pacific

Representative Office

Ben Cheng
International Building # 11-01
360 Orchard Road
Singapore 238869
Tel : + 65-6738 17 42
Fax : + 65-6737 59 75

CORÉE DU SUD

Oriental Brewery Co., Ltd.

Michael Glover
Hanwon Bldg 8F
#1449-12, Seocho-Dong
Seocho-ku, Seoul, 137-070
Tel : + 82-2 2149 5006
Fax : + 82-2 2149 5380

CANADA ZONE

Président: Stewart Gilliland
Tel : + 1-416 361 5050

CANADA

Labatt Breweries of Canada

Stewart Gilliland
Labatt House,
Queen's Quay Terminal
207 Queen's Quay West,
Suite 299
P.O. Box 133
Toronto, Ontario M5J 1A7
Tel : + 1-416 361 5050
Fax : + 1-416 361 5200

US-LATIN AMERICA ZONE

Président: Stéfán Descheemaeker
Tel : + 1-203 351 1100

CUBA

Cervecería Bucanero S.A.

Gerry Burke
49 No. 2817, esq. a 49A
Reparto Kohly, Playa
La Habana
Tel : + 53-7 204 8557
Fax : + 53-7 204 8586

MEXIQUE

Femsa Cerveza S.A. de C.V.

José Martínez Robles
Avenida Alfonso Reyes
2202 Nte, Monterrey,
Nuevo León
6442 México
Tel : + 52-8 328 5430
Fax : + 52-8 328 5454

ETATS-UNIS

Labatt USA

Simon Thorpe
101 Merritt 7, P.O. Box 5075
Norwalk, Connecticut,
06856-5075
Tel : + 1-203 750 6600
Fax : + 1-203 750 6699

Beck's North America

Tom Cardella
1 Station Place/Metro Center
(4th Floor)
Stamford, CT 06902
Tel : + 1-203 388 2325
Fax : + 1-203 388 2400

Adresses et contacts

EUROPE ZONE

Président: Jerry Fowden
Tel : + 32-16 24 71 11

■ REGIONAL PRESIDENT BENEFRALUX

Alain Beyens
Tel : + 32-16 24 71 11

BELGIQUE

S.A. Interbrew Belgium N.V.

Alain Beyens
Vaartkom 31
3000 Leuven
Tel : + 32-16 24 71 11
Fax : + 32-16 24 74 07

FRANCE

Interbrew France S.A.S.

Phillip Vandervoort
Av. Pierre-Brossolette 14, B.P. 9
59426 Armentières Cedex
Tel : + 33-3 2048.30.30
Fax : + 33-3 2048.31.97

GRAND DUCHÉ DU LUXEMBOURG

Brasserie de Luxembourg Mousel Diekirch S.A.

Yves Busschot
Rue de la Brasserie 1
9214 Diekirch
Tel : + 352-80 21 31-1
Fax : + 352-80 39 23

PAYS-BAS

Interbrew Nederland N.V.

Steve Kitching
Ceresstraat 1
4811 Breda CA
Tel : + 31-76 525 2424
Fax : + 31-76 525 2505

■ REGIONAL PRESIDENT UK-IRELAND

Steve Cahillane
Tel : + 44-1582 39 11 66

ROYAUME-UNI

Interbrew UK Ltd.

Steve Cahillane
Porter Tun House
500 Capability Green Luton
Bedfordshire LU1 3LS
Tel : + 44-1582 39 11 66
Fax : + 44-1582 39 73 97

■ REGIONAL PRESIDENT GERMANY

Michael Beck
Tel : + 49-421 5094 0

ALLEMAGNE

Interbrew Deutschland

Michael Beck
Am Deich 18/19
28199 Bremen
Tel : + 49-421 5094 0
Fax : + 49-421 5094 667

■ SENIOR VP GLOBAL EXPORTS - ITALY

Tony Desmet
Tel : + 49-421 5094 4226

ITALIE

Interbrew Italia S.r.l.

Stanislas Gokelaere
Piazza Buffoni 3
21013 Gallarate (Varese)
Tel : + 39-0331 268411
Fax : + 39-0331 268505

ESPAGNE

Interbrew Spain

Tony Desmet
Fructuos Gelabert, 2-4, 8º 2a
Edificio Conata I
08970 Sant Joan Despi,
Barcelona
Tel : + 34-93 480 8320
Fax : + 34-93 477 1540

■ REGIONAL PRESIDENT CENTRAL EUROPE

Jaak De Witte
Tel : + 32-16 24 71 11

BOSNIE-HERZEGOVINE

Uniline d.o.o.

Jean Stevenart
Obala Kulina Bana 1
71000 Sarajevo
Tel : + 387-39 661 670
Fax : + 387-39 662 700

BULGARIE

Kamenitza AD

Andreas Seemuller
1 Business Park Sofia
Building 3, 1st Floor, office 103
Mladost 4
1715 Sofia
Tel : + 359-2 974 03 84
Fax : + 359-2 974 03 85

CROATIE

Zagrebacka Pivovara d.d.

Renato Juric
Ilica 224
10000 Zagreb
Tel : + 385-1 39 00 199
Fax : + 385-1 37 74 639

RÉPUBLIQUE TCHEQUE

Pivovary Staropramen a.s.

Vincent Lefère
Nádražní 84
150 54 Praha 5
Tel : + 420-2571 91 111
Fax : + 420-2571 91 288

HONGRIE

Borsodi Sörgyar Rt.

Gyula Bognár
Rákóczi u. 81
3574 Böcs
Tel : + 36-46 318 133
Fax : + 36-46 318 129

ROUMANIE

Interbrew Romania S.A.

Mihai Albu
20, Sirlului St., 014354
Sector 1, Bucharest
Tel : + 40-21 208 0200
Fax : + 40-21 208 02 10

SERBIE & MONTENEGRO

IPS Trebjesa A.D.

Aleksandar Tomic
Njegoseva 18
81400 Niksic/Montenegro
Tel : + 381-83 242 433
Fax : + 381-83 243 866

SLOVAQUIE

Staropramen-Slovakia s.r.o.

Vincent Lefère
Kosická 52
82108 Bratislava
Tel : + 421-2 555 74 772
Fax : + 421-2 555 74 976

SLOVENIE

Pivovarna Union d.d.

Jaak De Witte
Pivovarniska ul. 2
1000 Ljubljana
Tel : + 386-1 471 7217
Fax : + 386-1 471 72 55

■ REGIONAL PRESIDENT RUSSIA-UKRAINE

Joseph Strella
Tel : + 7-095 960 23 60

RUSSIE

SUN Interbrew

Joseph Strella
Vorontsovsky Park 6
117630 Moscow
Tel : + 7-095 960 23 60
Fax : + 7-095 960 23 62

UKRAINE

SUN Interbrew Ukraine

Lyudmila Nakonechnaya
87, Bozhenko Str.
Kiev, 03150
Tel : + 380-44 201 4000
Fax : + 380-44 201 4009